



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 15-18 novembre 2021

Distribution: générale

Point 7 de l'ordre du jour

Date: 4 octobre 2021

WFP/EB.2/2021/7-A/1

Original: anglais

Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de pPlan stratégique de pays – Bangladesh (2022-2026)

Durée	Janvier 2022-décembre 2026
Coût total pour le PAM	1 620 221 970 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	3

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Le Bangladesh sortira de la catégorie des pays les moins avancés au cours de la période couverte par le présent plan stratégique de pays, car il a considérablement progressé en ce qui concerne l'élimination de la faim: le pays est autosuffisant en riz, en viande et en poisson et il est en bonne voie d'atteindre les objectifs généraux relatifs à la réduction du retard de croissance et de l'émaciation.

Néanmoins, le Bangladesh est confronté au "triple fardeau" de la malnutrition récemment apparu. Il faut intervenir dans l'ensemble des systèmes alimentaires pour accroître la disponibilité des aliments nutritifs, en faciliter l'accès et en améliorer l'utilisation. Malgré les progrès accomplis à l'appui de l'égalité femmes-hommes, comme en attestent la participation des femmes au secteur de l'habillement, les lois et les politiques progressistes et la quasi-parité dans l'enseignement primaire, des inégalités entre les sexes persistent et entraînent toute une série de conséquences en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Coordonnateurs responsables:

M. J. Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: john.aylieff@wfp.org

M. R. Ragan
Directeur de pays
courriel: richard.ragan@wfp.org

La pandémie de maladie à coronavirus 2019 a entraîné l'apparition d'un nouveau groupe de Bangladais pauvres et vulnérables, en majeure partie dans les zones urbaines, et elle risque de provoquer une aggravation de la pauvreté, des inégalités et de la malnutrition et une augmentation du nombre de mariages précoces. La pandémie survient à un moment où de graves chocs d'origine climatique, notamment des inondations et des cyclones sans précédent, appellent déjà une action urgente. Il est de plus en plus largement reconnu qu'une protection sociale réactive face aux chocs constitue une intervention cruciale pour relever ces défis.

La situation des réfugiés rohingya demeure préoccupante. L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité économique des réfugiés ont augmenté légèrement en 2020 par rapport à 2019. Dans sa dernière évaluation en date de la vulnérabilité dans le contexte de la situation d'urgence créée par l'afflux de réfugiés, le PAM estimait que 96 pour cent des réfugiés rohingya vivant au Bangladesh ne parviendraient pas à satisfaire leurs besoins essentiels sans assistance. La situation traduit un besoin continu d'assistance, et appelle une approche globale qui prenne en compte la cohésion sociale, les besoins des réfugiés en matière de protection et les solutions durables pour les réfugiés rohingya et les communautés bangladaises touchées par la crise.

Le présent plan stratégique de pays concorde avec le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour le Bangladesh (2022-2026) et le huitième plan quinquennal (juillet 2020-juin 2025) du Gouvernement bangladais. Il s'appuie sur les recommandations issues d'une évaluation indépendante du plan stratégique de pays pour 2017-2021 et les résultats des consultations menées avec des parties prenantes clés. Il contribuera à l'obtention des résultats stratégiques 1, 2, 4 et 8 énoncés dans le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 et à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 par l'intermédiaire de quatre effets directs stratégiques:

- Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par des crises au Bangladesh parviennent à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels pendant et après les crises.
- Effet direct stratégique 2: D'ici à 2026, les besoins nutritionnels des femmes, des enfants et des groupes vulnérables au Bangladesh sont couverts grâce aux capacités renforcées qu'ont les institutions nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes de filets de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle.
- Effet direct stratégique 3: D'ici à 2026, les communautés vulnérables au Bangladesh sont plus résilientes face aux chocs et aux catastrophes naturelles grâce au renforcement des capacités nationales en matière de gestion des catastrophes et à la mise en œuvre de programmes de filets de protection sociale souples tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle.
- Effet direct stratégique 4: Les populations vulnérables touchées par des crises au Bangladesh tirent profit d'une coordination renforcée et de services communs améliorés pendant et après les crises.

Pour contribuer à l'obtention de ces effets directs stratégiques, le PAM adoptera quatre thèmes transversaux: le renforcement des capacités du pays, les systèmes alimentaires, la nutrition et les innovations numériques. De plus, il s'appuiera sur de solides partenariats stratégiques établis avec le Gouvernement bangladais à tous les niveaux, sur une coordination étroite avec les partenaires du système des Nations Unies et sur une collaboration continue avec la société civile, des institutions financières internationales, des donateurs, des partenaires de recherche et le secteur privé.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Bangladesh (2022-2026) (WFP/EB.2/2021/7-A/1), pour un coût total pour le PAM de 1 620 221 970 dollars É.-U.

En mode révision

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Le Bangladesh comptait parmi les grandes économies dont la croissance était la plus rapide avant l'apparition de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19): d'après les prévisions, son produit intérieur brut (PIB) qui s'élevait à 8,2 pour cent en 2019 serait ramené à 5,1 pour cent en 2022¹. Le pays devrait sortir de la catégorie des pays les moins avancés au cours de la période couverte par le présent plan stratégique de pays (PSP).
2. La croissance économique soutenue a permis de faire reculer la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la mortalité infantile. Elle s'est traduite par une scolarisation quasiment universelle dans le cycle primaire et par une augmentation du taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire.
3. Les inégalités se creusent toutefois. Le coefficient de Gini est passé de 0,458 en 2010 à 0,483 en 2016². Les répercussions socioéconomiques de la COVID-19 ont accentué les vulnérabilités existantes et créé un groupe de "nouveaux pauvres" en milieu urbain, les personnes travaillant dans le secteur informel et les ménages dirigés par une femme étant particulièrement vulnérables³.
4. Le Bangladesh compte parmi les pays les plus densément peuplés: les catastrophes naturelles, l'érosion, le manque de terres et le chômage accélèrent la migration vers les villes. Environ un tiers de la population, soit 55 millions de personnes, vit dans des villes. Ce chiffre devrait atteindre 100 millions de personnes d'ici à 2050⁴. La pauvreté diminue plus lentement dans les zones urbaines que dans les zones rurales⁵.
5. Le Bangladesh est extrêmement vulnérable face aux aléas naturels, notamment ceux liés au changement climatique, les pertes économiques dues aux catastrophes représentant 1,3 pour cent du PIB⁶. La majeure partie de la population vit dans des régions exposées aux risques naturels: selon le "Delta plan 2100" du Bangladesh, seulement 10 pour cent de la population vit dans des zones peu sujettes à ces risques.
6. Le Bangladesh a progressé sur la voie de l'égalité des sexes et se classe au 65^{ème} rang selon l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes⁷. Les femmes sont représentées au Gouvernement et sont entrées par millions sur le marché du travail, dans le secteur de l'habillement pour nombre d'entre elles. Les filles sont presque aussi nombreuses que les garçons dans le cycle primaire. Néanmoins, de fortes inquiétudes persistent pour les femmes et les filles, concernant en particulier leur autonomisation économique limitée, leur faible niveau d'instruction secondaire et les violences sexuelles et sexistes. Le Bangladesh compte parmi les dix premiers pays où le mariage précoce est le plus répandu, un phénomène qui risque de s'aggraver du fait de la pandémie de COVID-19⁸. Ce type de mariage limite le pouvoir de décision des femmes, accentue leur exposition aux violences,

¹ Banque mondiale. 2021. *Global Economic Prospects, June 2021*.

² Bureau de la statistique du Bangladesh. 2018. *Statistical Pocket Book: Bangladesh 2017*.

³ Power and Participation Research Center et Brac Institute of Governance and Development. 2020. *PPRC-BIGD Rapid Response Survey: Livelihoods, Coping and Recovery During COVID-19 Crisis*.

⁴ Bureau de la statistique du Bangladesh. 2018. *Statistical Pocket Book: Bangladesh 2017*.

⁵ Shahan, A. M. et Saiful Islam, A. H. M. 2020. *Update of the Strategic Review of Food Security and Nutrition in Bangladesh* (à paraître).

⁶ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2020. *Sustainable Development Goals: Bangladesh Progress Report 2020*.

⁷ Forum économique mondial. 2021. *Global Gender Gap Report 2021*.

⁸ Organisation des Nations Unies. 2021. *United Nations Sustainable Development Cooperation Framework for Bangladesh (2022-2026)* (à paraître).

contribue à faire baisser le taux d'achèvement du cycle secondaire pour les filles et constitue une cause majeure de mauvaise nutrition maternelle et infantile. La plupart des Bangladais (69 pour cent) ont un compte auprès d'un établissement financier ou par l'intermédiaire de systèmes bancaires par téléphonie mobile⁹, et les plateformes monétaires par téléphonie mobile sont en train de transformer le secteur privé et les dispositifs de protection sociale. Pour autant, seulement 61 pour cent des femmes possèdent un téléphone portable contre 86 pour cent des hommes¹⁰, ce qui semble indiquer un déséquilibre dans l'inclusion numérique et financière des femmes.

7. Le Gouvernement est déterminé à lever les obstacles au développement inclusif. Son huitième plan quinquennal présente les orientations à suivre pour réduire les inégalités et promouvoir une société inclusive¹¹.
8. Pendant de nombreuses années, des Rohingya déplacés contre leur gré sont arrivés par vagues successives dans le district de Cox's Bazar au Bangladesh en provenance du Myanmar. En 2017, un afflux particulièrement important de réfugiés a déclenché une situation d'urgence humanitaire complexe. La population de réfugiés, estimée à 884 000 personnes, se compose d'une proportion anormalement élevée de femmes et de filles (52 pour cent) et d'enfants (51 pour cent)¹². On estime à 15 pour cent le nombre de personnes handicapées¹³. Un cinquième des ménages de réfugiés sont dirigés par une femme¹⁴. Les réfugiés rohingya doivent faire face au flou entourant leur statut, à un avenir incertain lorsque leur rapatriement est envisagé¹⁵ et à des risques liés à la protection, notamment des difficultés d'accès aux services, aux ressources et aux moyens d'existence, outre une liberté de circulation limitée. Les femmes et les filles courent d'avantage le risque d'être la proie de violences sexuelles ou sexistes et de tomber sous la coupe de trafiquants d'êtres humains, et les restrictions de circulation qui leur sont imposées limitent leur accès aux services. La réinstallation de certains réfugiés à Bhashan Char, une île du golfe du Bengale, pose des problèmes supplémentaires. Il existe des différences socioéconomiques entre les camps de réfugiés et les communautés bangladaises environnantes, entre les réfugiés enregistrés et non enregistrés, et en fonction de caractéristiques telles que le sexe et l'âge. Cette situation appelle une approche globale qui prenne en considération les besoins spécifiques des personnes les plus touchées par la crise, contribue à la cohésion sociale et s'attaque aux conséquences sur l'environnement, les ressources naturelles et les services publics.

⁹ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2020. *Sustainable Development Goals: Bangladesh Progress Report 2020*.

¹⁰ Global System for Mobile Communications (GSMA). 2020. *The Mobile Gender Gap Report 2020*.

¹¹ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2020. *Eighth Five Year Plan, July 2020–June 2025: Promoting Prosperity and Fostering Inclusiveness*.

¹² Groupe de coordination intersectorielle. *2021 Joint Response Plan – Rohingya Humanitarian Crisis. January–December 2021*.

¹³ PAM. 2021. *Refugee influx Emergency Vulnerability Assessment (REVA 4)*. Notez que les évaluateurs ne posent pas de questions sur les handicaps, mais sur les difficultés à effectuer des tâches quotidiennes, en s'inspirant de l'ensemble de questions établi par le Groupe de Washington.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Une petite partie des Rohingya, qualifiés de "réfugiés enregistrés", ont le statut de réfugié. Le Gouvernement utilise le terme "ressortissants du Myanmar déplacés contre leur gré" pour désigner les Rohingya non enregistrés. Dans le présent document, les réfugiés enregistrés et les ressortissants du Myanmar déplacés contre leur gré sont collectivement désignés sous le terme "réfugiés rohingya", qui est le terme employé par les partenaires du système des Nations Unies.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

9. Le Gouvernement a intégré les objectifs de développement durable (ODD) dans son huitième plan quinquennal. Un système de suivi des ODD adopte de nombreux indicateurs mondiaux des ODD. Le coût de la réalisation des ODD est estimé à 928 milliards de dollars¹⁶.
10. Dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour le Bangladesh (2022-2026) (ci-après le "plan-cadre de coopération"), il est indiqué que le pays se trouve à un moment crucial de son développement: la pauvreté et la faim ont reculé, et le pays pourrait bénéficier d'un "dividende démographique" si les investissements nécessaires étaient effectués sans attendre dans l'éducation, la santé et la nutrition. Cela étant, le Bangladesh continue de faire face à des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, et à des risques croissants liés au changement climatique. La protection sociale réactive face aux chocs est considérée comme un outil permettant de parvenir à un développement durable.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

11. *Accès à la nourriture.* Le Bangladesh a atteint l'autosuffisance alimentaire du point de vue de la satisfaction des besoins en calories de sa population¹⁷. Au cours de la période 2017-2019, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée était de 31,5 pour cent, tandis que celle de l'insécurité alimentaire grave était de 13 pour cent¹⁸. Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle du fait de normes sexistes qui font qu'elles sont souvent les dernières à manger et celles qui mangent le moins.
12. L'insécurité alimentaire perdure dans des îlots de pauvreté que l'on trouve partout: dans les zones exposées aux aléas naturels liés au changement climatique; au sein des populations vulnérables résidant dans certaines zones géographiques; et dans les bidonvilles urbains. La pandémie de COVID-19 a réduit l'accès à des aliments de qualité en quantités suffisantes et remis en cause l'accessibilité économique d'une alimentation nutritive, surtout pour les personnes pauvres en milieu urbain.
13. *Fin de la malnutrition.* Le Bangladesh est en bonne voie pour atteindre plus tôt que prévu l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé consistant à réduire de 40 pour cent le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance et l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui fixe à 5 pour cent la prévalence de l'émaciation, mais la dénutrition demeure préoccupante, en particulier chez les femmes et les enfants. Chez les enfants de moins de 5 ans, le retard de croissance a reculé, passant de 51 pour cent en 2004 à 28 pour cent en 2019, et l'émaciation est passée de 15 pour cent à 9,8 pour cent sur la même période¹⁹. Près d'un cinquième des femmes présentent une insuffisance pondérale²⁰.

¹⁶ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2017. *SDGs Financing Strategy: Bangladesh Perspective*.

¹⁷ Bangladesh, Division des finances, Ministère des finances. 2018. *Bangladesh Economic Review 2018*.

¹⁸ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2020. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

¹⁹ Bureau de la statistique du Bangladesh et Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2019. *Multiple Indicator Cluster Survey 2019: Survey Findings Report*.

²⁰ Institut national de recherche et de formation en matière de population, Ministère de la santé et du bien-être familial. 2014. *Bangladesh Demographic and Health Survey 2014*.

14. Les carences en micronutriments sont importantes chez les femmes et les filles en âge de procréer et chez les enfants: les niveaux d'anémie sont très élevés parmi les femmes et les filles en âge de procréer (36,7 pour cent), les filles et les femmes enceintes (42,2 pour cent) et les enfants de moins de 5 ans (43,1 pour cent)²¹.
15. Dans le même temps, le pays se heurte à une progression du surpoids et de l'obésité chez les adultes, ce qui contribue à l'apparition d'un triple fardeau de la malnutrition²².
16. Reflet des disparités liées aux régions et aux niveaux de revenu et d'instruction, les enfants vivant dans les bidonvilles urbains et dans les zones exposées à la pauvreté ont une probabilité plus grande d'être sous-alimentés, tout comme les enfants et les femmes qui se trouvent dans les quintiles de revenus les plus bas et les enfants dont la mère n'a pas achevé le cycle d'enseignement secondaire.
17. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Deux tiers de la population rurale dépendent de l'agriculture. Malgré une croissance économique soutenue dans tous les secteurs, la croissance de l'agriculture marque le pas, et la contribution de ce secteur au PIB diminue²³. Des terres arables disparaissent à cause de l'urbanisation envahissante et des conditions météorologiques extrêmes, ce qui expose les petits exploitants à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.
18. *Systèmes alimentaires durables.* Les pertes et les gaspillages alimentaires s'élèvent à plus de 15 pour cent de la production d'après les estimations²⁴. Les inquiétudes quant à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments grandissent, surtout dans les zones urbaines. Les tensions croissantes autour des ressources limitées disponibles pour nourrir une population en expansion, aggravées par une chaîne d'approvisionnement multinodale fragmentée des aliments transformés, accentuent les risques relatifs à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement pendant la pandémie de COVID-19 dénotent la fragilité de ces systèmes.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

19. *Renforcement des capacités.* Le Bangladesh est de plus en plus à même de financer des programmes de filets de sécurité. La stratégie nationale en matière de sécurité sociale du Bangladesh (2015-2025) expose un plan ambitieux visant à améliorer l'efficacité et l'efficacités des filets de protection sociale, mais plusieurs défis doivent être relevés pour réunir les moyens nécessaires à la concrétisation de ces ambitions.
20. *Cohérence des politiques.* Le Gouvernement accorde la priorité à la sécurité alimentaire et à la nutrition et mise à cet effet sur une approche multisectorielle (voir la section 2.2 ci-après) pilotée par la Division du Cabinet et le Conseil national pour la nutrition.
21. *Diversification des ressources.* Le développement du Bangladesh est impulsé par la croissance économique ainsi que par d'importants envois de fonds des émigrés et investissements directs étrangers. Le huitième plan quinquennal, qui vise l'obtention de flux d'aide réguliers et prévisibles et non plus de ressources fragmentées axées sur des projets, comprend un engagement relatif à l'augmentation de l'affectation budgétaire destinée aux filets de sécurité.

²¹ Organisation mondiale de la Santé. 2017. *World Health Statistics 2017: monitoring health for the SDGs, Sustainable Development Goals*.

²² NCD Risk Factor Collaboration. 2017. <https://ncdrisc.org/country-profile.html>.

²³ Shahan, A. M. et Saiful Islam, A. H. M. 2020. *Update of the Strategic Review of Food Security and Nutrition in Bangladesh* (à paraître).

²⁴ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2020. *Sustainable Development Goals: Bangladesh Progress Report 2020*.

22. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Le Bangladesh a acquis une solide expérience en matière de gestion des catastrophes, un domaine coordonné par un système d'action groupée dirigé par le Gouvernement. Il faut améliorer la capacité à atténuer les effets des chocs au moyen de mesures prioritaires, notamment des instruments financiers souples, des systèmes d'information adaptatifs et des dispositifs institutionnels.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

23. Malgré des décennies de réduction de la pauvreté, 10 pour cent de la population vit encore dans l'extrême pauvreté²⁵. Il existe des disparités entre les groupes socioéconomiques, entre les zones urbaines et rurales et entre les régions. La migration des ruraux en situation d'insécurité alimentaire déplace le poids de l'insécurité alimentaire vers les centres urbains, où les systèmes alimentaires sont plus fragiles.
24. Un mauvais état nutritionnel pendant l'enfance a des conséquences tout au long de la vie. La satisfaction des besoins nutritionnels plus élevés des enfants, notamment des adolescentes, est plus coûteuse que celle des besoins des autres membres du ménage²⁶. Il est reconnu que les programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire permettent de relever ces défis tout en comportant des interventions complémentaires visant à faire reculer le mariage précoce et à améliorer l'égalité femmes-hommes et les résultats obtenus dans le domaine de l'éducation.
25. Un examen à mi-parcours de la stratégie nationale en matière de sécurité sociale montre que les réformes des filets de sécurité ont progressé lentement. La faible couverture, les erreurs d'inclusion et d'exclusion et la rigidité des critères pris en compte, notamment pour le financement, font que les programmes ne parviennent pas à prêter assistance aux personnes les plus exposées aux risques. Il a également été noté que l'inclusion des groupes vulnérables dans les zones urbaines et l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles comptaient parmi les points à améliorer. La couverture des enfants vulnérables sur le plan nutritionnel pendant la petite enfance est insuffisante dans les filets de sécurité²⁷.
26. La pandémie de COVID-19 s'est répercutée sur toute l'économie et surtout le secteur de l'habillement, un moteur de la croissance macroéconomique et de l'emploi des migrants ruraux, qui compte 4 millions de travailleurs, dont 65 pour cent de femmes²⁸. La pandémie a créé 12 millions de "nouveaux pauvres" d'après les estimations²⁹. Il est prévu que les conséquences soient plus graves dans les zones urbaines que dans les zones rurales³⁰. Les zones urbaines doivent en outre faire face à des problèmes préexistants: les programmes de protection sociale des citoyens pauvres ont moins progressé que d'autres programmes menés au titre de la stratégie nationale en matière de sécurité sociale³¹, et 47 pour cent de la population urbaine vit dans des bidonvilles³². Les travailleurs du secteur informel

²⁵ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2020. *Sustainable Development Goals: Bangladesh Progress Report 2020*.

²⁶ PAM. 2019. *Fill the Nutrient Gap: Bangladesh Concise Report*.

²⁷ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2020. *Midterm Progress Review on Implementation of the National Social Security Strategy*.

²⁸ Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. 2020. *COVID-19 Bangladesh Rapid Gender Analysis*.

²⁹ Organisation des Nations Unies. 2021. *United Nations Sustainable Development Cooperation Framework for Bangladesh (2022-2026)* (à paraître).

³⁰ Madhumitha Hebbar, Solaiman Muhi et Marta Marzi. 2021. *"Towards shock-responsive social protection systems: lessons from the COVID-19 response in Bangladesh"*. *Shock-responsive social protection responses during COVID-19*. Oxford Policy Management, Oxford.

³¹ *Ibid.*

³² Programme des Nations Unies pour les établissements humains. *Urban Indicators Database*.

- (85 pour cent de l'emploi total) ont des revenus précaires et ne jouissent d'aucune protection de l'emploi³³. La pandémie menace également de remettre en cause les acquis obtenus à grand-peine en matière de nutrition³⁴.
27. Une analyse destinée à combler le déficit en nutriments menée en 2019 a permis de constater qu'au moins un ménage sur huit n'avait pas les moyens de se procurer des aliments nutritifs qui pourvoient aux besoins en macronutriments et en micronutriments de l'ensemble de leurs membres et correspondent à leurs préférences alimentaires³⁵. Les régimes alimentaires au Bangladesh se basent sur le riz pour couvrir les besoins en calories. La consommation de fruits, de légumes et de produits laitiers est freinée par des obstacles tels que l'accès facile aux aliments transformés prêts à consommer bon marché et riches en calories mais pauvres en micronutriments. La disponibilité, l'accessibilité économique, la culture alimentaire, les préférences alimentaires, les connaissances et les différences de pouvoir de décision entre les individus sont autant de facteurs qui contribuent à la consommation insuffisante d'aliments nutritifs.
 28. Avant l'arrivée massive de réfugiés en 2017, les Bangladais résidant à Cox's Bazar étaient déjà mal lotis du point de vue de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel. Les évaluations ultérieures, notamment les évaluations de la vulnérabilité dans le contexte de la situation d'urgence créée par l'afflux de réfugiés et l'enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition ont montré que la situation dans les camps de réfugiés s'était quelque peu stabilisée grâce à l'assistance assurée en continu. Néanmoins, la situation des réfugiés et des communautés bangladaises environnantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition demeure fragile. Des problèmes socioéconomiques tels que la pauvreté, l'analphabétisme et les difficultés d'accès aux moyens d'existence continuent de susciter de sérieuses inquiétudes dans les domaines de la protection, de la sécurité alimentaire et de la nutrition: accès insuffisant aux services, mécanismes de survie dangereux, harcèlement et discrimination (surtout à l'encontre des femmes) et risques de violence et d'exploitation.
 29. À Cox's Bazar, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité économique ont augmenté légèrement en 2020 par rapport à 2019, et ce pour plusieurs raisons, comme la pandémie de COVID-19, les capacités d'adaptation limitées et les difficultés d'accès aux moyens d'existence. La quatrième série d'évaluations de la vulnérabilité dans le contexte de la situation d'urgence créée par l'afflux de réfugiés a mis en évidence que sans assistance, 96 pour cent des Rohingya ne parviendraient pas à satisfaire leurs besoins essentiels, contre 92 pour cent en 2019. Même avec l'assistance, la plupart des Rohingya (62 pour cent) continuent de recourir à des stratégies de crise ou d'urgence pour survivre, comme la réduction des dépenses non alimentaires et la vente de leurs rations d'assistance³⁶. La consommation alimentaire des réfugiés ne présentait pas de différence notable selon le sexe du chef de famille. Dans la communauté d'accueil, le niveau de consommation alimentaire acceptable était moins fréquemment atteint par les ménages dirigés par une femme (60 pour cent) que par les ménages dirigés par un homme (68 pour cent)³⁷. L'analyse visant à combler le déficit en nutriments a permis de constater que l'accessibilité économique d'une alimentation nutritive pourvoyant à tous les besoins en

³³ Division d'économie générale, Commission du Plan du Bangladesh. 2020. *Sustainable Development Goals: Bangladesh Progress Report 2020*.

³⁴ Power and Participation Research Center et Brac Institute of Governance and Development. 2020. *PPRC-BIGD Rapid Response Survey: Livelihoods, Coping and Recovery During COVID-19 Crisis*.

³⁵ PAM. 2019. *Fill the Nutrient Gap: Bangladesh Concise Report*.

³⁶ PAM. 2021. *Refugee influx Emergency Vulnerability Assessment (REVA 4)*.

³⁷ *Ibid.*

macronutriments et en micronutriments de l'ensemble des membres du ménage tout au long de la vie était limitée. Aucun ménage rohingya ou presque ne peut s'offrir une alimentation satisfaisant tous les besoins en nutriments de l'ensemble de ses membres, même avec l'assistance.

30. La situation en matière de nutrition dans les camps de réfugiés s'est améliorée entre 2017 et 2020 grâce à la transposition à plus grande échelle et à l'intégration d'activités de nutrition et d'assistance alimentaire, de services relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et de services de santé. La prévalence de la malnutrition aiguë globale est tombée sous le seuil d'"urgence" fixé par l'OMS (< 15 pour cent), mais la situation sur le plan de la nutrition demeure préoccupante: il ressort de l'enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition de 2020 que la prévalence de la malnutrition aiguë globale s'élève à 11 pour cent, ce qui indique un grave problème de santé publique, les enfants les plus jeunes (âgés de 6 à 23 mois) étant davantage exposés à la malnutrition aiguë et la prévalence étant plus marquée chez les garçons que chez les filles. La prévalence du retard de croissance reste très forte (34 pour cent) chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, autre signe d'un grave problème de santé publique selon les normes définies par l'OMS³⁸. Les dernières données en date sur l'anémie, qui remontent à 2019, indiquent que les carences en micronutriments sont également préoccupantes: la prévalence de l'anémie est comprise entre 37 pour cent et 42 pour cent chez les enfants âgés de 6 à 59 mois dans l'ensemble des camps³⁹, et considérée selon les normes définies par l'OMS comme un problème de santé publique "grave" nécessitant un appui nutritionnel continu.
31. Pour l'opération menée à Cox's Bazar, plusieurs mesures destinées à renforcer la consommation d'aliments nutritifs diversifiés sont envisagées: fournir aux réfugiés des transferts de type monétaire tout en établissant avec les marchés locaux des liens étroits contribuant à améliorer les revenus des membres des communautés bangladaises; développer les filets de sécurité en faveur des Bangladais vulnérables; mener des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, axées sur la levée des obstacles à une alimentation adéquate des nourrissons et des jeunes enfants; intégrer le riz enrichi dans les programmes; et mener des activités multisectorielles de sensibilisation à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément aux recommandations issues de l'analyse visant à combler le déficit en nutriments et aux priorités nationales en matière de protection sociale.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

32. *Opération en faveur des réfugiés.* L'arrivée massive de réfugiés en 2017 a obligé le PAM à adapter le PSP pour 2017-2021 et à renforcer l'opération en cours. L'évaluation du PSP a permis de constater que chaque réfugié rohingya avait bénéficié de manière régulière de l'assistance du PAM, que celui-ci disposait d'un avantage comparatif lui permettant d'agir rapidement et à grande échelle, et que les parties prenantes clés appréciaient sa fiabilité et son efficacité.

³⁸ Action contre la Faim. 2021. *Emergency Nutrition Assessment Final Report Makeshift Camps, Nayapara and Kutupalong Registered Rohingya Refugee Camps: Cox's Bazar, Bangladesh, 21 November-19 December 2020.* (À paraître. Les résultats préliminaires, qui n'ont pas été modifiés, sont disponibles à l'adresse https://fscluster.org/sites/default/files/documents/preliminary_findings_smart_survey_nov_dec_2020_final.pdf).

³⁹ Action contre la Faim. 2020. *Emergency Nutrition Assessment Final Report - Nayapara and Kutupalong Registered Rohingya Refugee Camps and Makeshift Settlements: Cox's Bazar, Bangladesh, 25 September-23 October 2019.*

33. *Politique nationale en matière de repas scolaires.* Le PAM et le Gouvernement travaillent en partenariat dans le domaine de l'alimentation scolaire depuis 2001. Le Gouvernement envisage de transposer progressivement à plus grande échelle le programme d'alimentation scolaire, conformément à la politique nationale. Élaborée avec l'appui technique du PAM, la politique comprend des normes minimales fixant la teneur en nutriments de l'assistance alimentaire dans les écoles et vise à venir en aide aux 16 millions d'enfants scolarisés en maternelle et en primaire dans des établissements publics.
34. *Filets de protection sociale.* Le PAM a appuyé les améliorations apportées aux filets de sécurité publics à dimension nutritionnelle qui viennent en aide à des millions de Bangladais. Entre autres exemples, on peut citer le soutien apporté au Ministère des affaires féminines et de l'enfance afin d'améliorer le programme de prestations pour les mères et les enfants. Ce programme s'adresse aux femmes enceintes vulnérables et aux ménages comptant des enfants de moins de 4 ans, au moyen de modules de transferts monétaires et de communication de messages axés sur la nutrition visant à faire évoluer la société et les comportements.
35. *Mesures de prévention.* Ce programme pilote permet de déclencher des alertes rapides ou des actions immédiates et de débloquent des fonds humanitaires en faveur d'activités convenues en amont, en lien avec la prévision de phénomènes météorologiques extrêmes. Le financement fondé sur les prévisions est désormais intégré dans les réglementations du Gouvernement sur les catastrophes, et il peut être transposé à plus grande échelle et relié aux dispositifs de protection sociale.
36. *Enrichissement du riz.* Les activités de sensibilisation et d'appui technique dirigées par le PAM ont abouti à l'intégration du riz enrichi dans plusieurs filets de sécurité, atteignant ainsi 8 millions de Bangladais, et à la conduite d'essais de commercialisation du riz enrichi.
37. L'évaluation du PSP pour 2017-2021⁴⁰ a donné lieu à la formulation de six recommandations, qui ont toutes été appliquées lors de la conception du présent PSP:
- Renforcer les partenariats stratégiques.
 - Améliorer l'efficacité des mécanismes de préparation aux situations d'urgence, notamment imminentes, et d'intervention.
 - Renforcer l'appui aux programmes de filets de protection sociale à dimension nutritionnelle.
 - Améliorer la stratégie et les interventions en matière de renforcement des capacités.
 - Renforcer les interventions axées sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale.
 - Renforcer la stratégie, les processus et les systèmes de gestion de la performance.
38. Le présent PSP étoffe le portefeuille d'activités du PAM au Bangladesh en précisant et en renforçant son orientation stratégique sur la base des enseignements tirés du PSP précédent, de l'évaluation de celui-ci et de la mise en œuvre du plan de réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19 au Bangladesh.
39. Le PAM resserrera les liens entre l'intervention en faveur des réfugiés et les programmes de portée nationale en déterminant les innovations menées au titre de cette intervention qui pourraient être adoptées et transposées à plus grande échelle. L'objectif est de compléter les filets de protection sociale destinés aux Bangladais vulnérables touchés par les crises et d'améliorer la gestion de la performance et les systèmes d'apprentissage en interne.

⁴⁰ Le premier PSP, qui couvrait la période 2017-2020, a été prolongé d'une année pour s'adapter à la pandémie de COVID-19. La prolongation n'a pas été prise en compte dans l'évaluation du PSP.

40. Le degré de priorité plus élevé accordé à la problématique femmes-hommes, à la protection, à l'obligation redditionnelle et à l'inclusion offre la possibilité de renforcer les activités menées dans ces domaines et de prendre en compte ces questions de manière systématique, en s'appuyant sur le succès d'un mécanisme de réclamation et de remontée de l'information comportant des dispositifs d'orientation interorganisations et un plan d'action pour l'inclusion du handicap.

2.2 Harmonisation avec les plans de développement nationaux, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

41. Les priorités énoncées dans le huitième plan quinquennal du Bangladesh sont notamment les suivantes: éliminer l'extrême pauvreté; remédier aux inégalités; s'attaquer aux répercussions du changement climatique, gérer les catastrophes et protéger l'environnement; promouvoir le renforcement du pouvoir d'action des femmes et l'autonomisation des minorités ethniques, des personnes marginalisées et des personnes handicapées; et améliorer la qualité de la vie dans les zones urbaines. Les orientations stratégiques adoptées par le PAM reposent sur une analyse contextuelle et concordent avec le huitième plan quinquennal et plusieurs instruments d'action nationaux:

- La stratégie nationale en matière de sécurité sociale a pour objectif de mettre en place un régime de protection sociale qui soit inclusif, limite mieux les risques et donne la priorité aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.
 - La politique nationale du Bangladesh en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2020 vise à garantir une alimentation saine et nutritive en promouvant des programmes multisectoriels à dimension nutritionnelle.
 - La politique nationale en matière de nutrition de 2015 et le deuxième plan d'action national pour la nutrition (2016-2025) soulignent qu'il est important de suivre une approche globale, pérenne et multisectorielle pour améliorer la nutrition, notamment à travers la diversification du régime alimentaire et l'enrichissement des aliments. Dans la stratégie nationale pour la prévention et le traitement des carences en micronutriments au Bangladesh (2015-2024), l'enrichissement des aliments est considéré comme un moyen de réduire les carences en micronutriments.
 - Le Ministère de l'alimentation et le Ministère des affaires féminines et de l'enfance ont adopté des directives sur l'utilisation du riz enrichi dans les programmes d'assistance alimentaire et ont demandé l'appui technique du PAM.
 - Dans la politique nationale d'éducation de 2010, il est reconnu qu'il est nécessaire de distribuer des repas scolaires pour améliorer la qualité de l'enseignement.
 - La politique nationale en matière de gestion des catastrophes de 2015 et les réglementations sur les catastrophes définissent le cadre de la gestion des risques de catastrophe et de l'intervention d'urgence. Le Gouvernement prévoit d'intégrer des mesures innovantes pour améliorer ces instruments, en particulier en adoptant des mesures de prévention.
42. Le Gouvernement dirige l'intervention humanitaire menée à Cox's Bazar par l'intermédiaire de l'équipe spéciale nationale mise sur pied au titre de la stratégie nationale de 2013 relative aux réfugiés en provenance du Myanmar.
43. La conclusion des missions d'évaluation conjointes menées avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), dont la dernière en date remonte à 2019, a été qu'il convenait d'envisager une coordination étroite et des domaines communs de sensibilisation.

44. Le plan-cadre de coopération comprend cinq priorités stratégiques: développement économique inclusif et durable; développement humain équitable et bien-être; environnement durable, sain et résilient; gouvernance porteuse de transformations, participative et inclusive; et égalité femmes-hommes et lutte contre les violences sexistes. La problématique femmes-hommes est une question transversale. Le PAM contribue au respect des priorités stratégiques 2 (développement humain équitable et bien-être) et 3 (environnement durable, sain et résilient) et il œuvrera en faveur de l'égalité femmes-hommes dans toutes ses interventions.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

45. L'examen stratégique Faim zéro (2016) a été actualisé en 2019/2020 en coopération avec la Division des relations économiques du Ministère des finances, la Division d'économie générale du Ministère du Plan et un comité technique composé du PAM, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et de Nutrition International. L'examen a abouti à la formulation de trois mesures à appliquer, à savoir: mettre en place des interventions programmatiques et adaptées au contexte pour réduire les disparités régionales; concevoir une protection sociale plus adaptative, plus inclusive et tenant davantage compte de la nutrition; et promouvoir une agriculture productive, rentable, diversifiée, à dimension nutritionnelle et intelligente face aux aléas climatiques, et un système alimentaire pour tous.
46. Dans la perspective de l'élaboration du présent PSP, le PAM a consulté les parties prenantes locales, notamment des bénéficiaires, des fonctionnaires locaux et nationaux ainsi que des acteurs de la société civile et du secteur privé. Des consultations ont également été menées avec des partenaires du système des Nations Unies, des partenaires du développement et le Gouvernement pour élaborer le plan de réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19 et le plan-cadre de coopération. Le PAM se consulte régulièrement avec les ministères compétents et les partenaires du développement pour déterminer, valider et hiérarchiser les orientations futures conformément aux priorités du pays et des donateurs.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

47. Le PAM continuera de centrer ses efforts sur le renforcement des capacités dont le pays a besoin pour concevoir des filets de protection sociale à dimension nutritionnelle et des programmes d'amélioration de la résilience, les gérer et en améliorer la réactivité face aux chocs, et pour se préparer aux répercussions du changement climatique et d'autres chocs, les gérer et en atténuer les effets. Le PAM aidera le Gouvernement à classer par ordre de priorité la mise en œuvre des programmes nationaux en fonction de critères de risque et de vulnérabilité. Une analyse systématique de la couverture des programmes permettra de recenser les personnes les plus vulnérables et de les inclure.
48. Si le Gouvernement le lui demande, le PAM interviendra pour faire face aux crises en fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle aux personnes touchées et en assurant des services communs à l'intention des partenaires humanitaires.
49. L'opération en faveur des réfugiés continuera d'être menée à grande échelle, et s'orientera vers des solutions à moyen terme pérennes, en particulier le développement de compétences transférables susceptibles de renforcer l'autonomie, la mise en avant de la cohésion sociale et la perspective d'un retour éventuel au Myanmar.

50. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, à la politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes (2015-2020), à la stratégie du PAM relative à la protection et à la responsabilité à l'égard des populations touchées (2019-2021), au plan d'action interne concernant la problématique femmes-hommes et à l'évaluation du PSP (2017-2021), le PAM intégrera la problématique femmes-hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du présent PSP afin de mettre en place des programmes et des politiques contribuant à transformer les relations entre les sexes. Les activités planifiées viseront à répondre aux besoins et à s'attaquer aux inégalités concernant l'âge, le sexe et les aptitudes des bénéficiaires de sorte que les femmes et les hommes exercent un contrôle égal sur les ressources et contribuent équitablement à la prise de décisions, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et la nutrition de tous, sans discrimination.
51. Le PAM adoptera quatre thèmes transversaux:
- *Renforcement des capacités du pays.* Comme recommandé dans l'évaluation du PSP, le PAM élaborera une stratégie de renforcement des capacités du pays qui servira de base à l'ensemble des catégories d'effets directs. Le PAM concevra des interventions de renforcement des capacités en abordant de manière globale les facteurs qui influent sur l'efficacité des programmes de filets de sécurité et d'amélioration de la résilience réactifs face aux chocs et tenant compte de la nutrition, notamment la conception, la mise en œuvre, les chaînes d'approvisionnement, les politiques et les allocations budgétaires. L'accent sera mis à tous les niveaux sur l'assistance technique visant à renforcer la gouvernance en matière de nutrition et la coordination multisectorielle.
 - *Systèmes alimentaires.* Le PAM abordera le renforcement de diverses composantes des systèmes alimentaires de manière intégrée. Des initiatives de collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et le secteur privé amélioreront la disponibilité d'aliments sains et nutritifs, leur accès et leur utilisation lors des crises ainsi qu'en temps normal dans les zones urbaines et rurales. Ces efforts conjugués relieront les producteurs, les transformateurs et les commerçants et permettront également de renforcer les chaînes d'approvisionnement le cas échéant.
 - *Nutrition.* La malnutrition demeure une préoccupation majeure nécessitant l'adoption d'une approche multisectorielle qui renforce le pouvoir d'action des femmes et améliore la disponibilité des aliments nutritifs, leur accès et leur utilisation afin que le Bangladesh puisse franchir la dernière étape de la lutte contre ce fléau. Le PAM tiendra compte d'objectifs et de mesures en rapport avec la nutrition au titre de tous les effets directs stratégiques en intégrant des approches à dimension nutritionnelle dans les programmes de protection sociale, en adoptant des approches axées spécifiquement sur la nutrition et à dimension nutritionnelle à Cox's Bazar et en appliquant des mesures ciblées dans l'ensemble des systèmes alimentaires de façon à améliorer la disponibilité des aliments nutritifs et leur accessibilité économique.
 - *Innovations numériques.* Le PAM recourra aux innovations numériques pour renforcer tous les aspects du PSP, tout en respectant les impératifs de confidentialité et de protection des données. Mettant l'accent sur les capacités nationales nécessaires pour élaborer et gérer des plateformes de données qui permettent un ciblage, une planification et une mise en œuvre plus efficaces, le PAM appuiera l'amélioration des systèmes d'information de gestion et des plateformes de données intégrées, notamment en examinant les perspectives relatives aux instruments suivants: technologie des registres distribués (chaîne de blocs), outils de ciblage associés aux données sur la pauvreté multidimensionnelle, services fondés sur des systèmes d'information géographique, gestion des transferts et des aides et analyse et cartographie en ligne de la vulnérabilité.

52. Des théories du changement décrivent la logique d'intervention, les hypothèses et les partenariats menés à l'appui de la réalisation des effets directs stratégiques.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par des crises au Bangladesh parviennent à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels pendant et après les crises.

53. L'opération en faveur des réfugiés constitue la seule intervention menée pour faire face à une crise au titre de cet effet direct stratégique. Les autres interventions à mener en cas de nouvelle crise seraient prises en mains par les autorités nationales, en concertation étroite avec l'équipe spéciale de coordination de l'action humanitaire et les modules nationaux d'action groupée.

54. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 1 de l'ODD 2 et à l'obtention du Résultat stratégique 1 du PAM.

Domaine d'action privilégié

55. Cet effet direct stratégique est axé sur l'intervention face à une crise.

Harmonisation avec les priorités nationales

56. Cet effet direct stratégique concorde avec les plans d'intervention conjoints annuels établis pour faire face à la crise liée aux réfugiés.

Produits escomptés

57. Quatre produits permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire selon des modalités variées et sous différentes formes, notamment des aliments enrichis et des produits frais locaux, destinée à subvenir à leurs besoins en aliments nutritifs.
- Les groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel qui sont touchés par une crise, comme les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, ont accès à des aliments nutritifs et à des services complémentaires pour lutter contre toutes les formes de malnutrition.
- Les filles et les garçons d'âge scolaire au sein des populations touchées par une crise bénéficient d'une alimentation scolaire riche en nutriments pour compléter leurs apports en nutriments.
- Les Bangladais touchés par une crise et les réfugiés reçoivent un soutien destiné à renforcer l'autonomie et la résilience, à améliorer et à rétablir les moyens d'existence et à créer des emplois.

58. Ces produits visent à permettre aux bénéficiaires de satisfaire leurs besoins alimentaires immédiats sans devoir recourir à des mécanismes de survie dangereux, selon une approche qui donne aux ménages ciblés les moyens de réduire à terme leur dépendance à l'égard de l'assistance. Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par les stratégies de survie dangereuses, comme la réduction de la consommation, et par d'autres risques liés à la protection, comme le mariage précoce et le mariage forcé. Toutes les interventions seront assorties d'objectifs nutritionnels et de mesures relatives à la nutrition par l'intermédiaire d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et d'interactions multisectorielles.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations touchées par une crise ainsi qu'une aide visant à leur permettre de devenir plus autonomes.

59. Le PAM mettra en œuvre une série de programmes promouvant l'accès aux aliments nutritifs et leur accessibilité économique à l'intention des Rohingya et des communautés bangladaises environnantes.
60. Le PAM fournira une assistance alimentaire générale aux réfugiés, principalement au moyen de bons électroniques, qui sont des transferts de type monétaire échangeables chez les commerçants sous contrat avec le PAM – un système qui permet d'avoir un choix plus grand, de diversifier l'alimentation et de respecter la dignité des intéressés tout en garantissant la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. Pour renforcer le pouvoir d'action des femmes en leur donnant les moyens d'accéder aux ressources et de les contrôler, les cartes de bons électroniques sont émises au nom de la femme la plus âgée du ménage lorsque cela est possible. Le PAM examinera les dispositifs permettant de relier les commerçants et les producteurs locaux à l'intervention afin de faciliter la fourniture de produits locaux frais et sains et de diversifier le régime alimentaire. Le PAM mettra en place une réserve de secours de produits alimentaires pour être en mesure d'approvisionner une intervention rapide en cas de catastrophes, d'inquiétudes en matière de protection ou d'autres perturbations, et il est susceptible d'adapter les modalités ou d'en changer en fonction de l'évolution de la situation.
61. Pour assurer des services intégrés avec ceux d'autres acteurs, le PAM continuera de se concerter et de collaborer avec des partenaires clés tels que l'UNICEF et le HCR dans le cadre de l'intervention nutritionnelle, qui comprend la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée dans les camps, pour les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que pour les filles et les femmes enceintes ou allaitantes. Le PAM renforcera dans tous les programmes les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements en matière de nutrition et recherchera les possibilités de mener des programmes d'assistance monétaire à l'appui des interventions nutritionnelles et de la production locale d'aliments sains et nutritifs.
62. Dans les communautés bangladaises de Cox's Bazar, le PAM continuera de soigner la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes lorsque les taux de malnutrition aiguë seront élevés, de façon à compléter les programmes nationaux de santé et de nutrition.
63. En complément de l'assistance alimentaire générale, le PAM distribuera des biscuits enrichis en micronutriments aux filles et aux garçons d'âge scolaire qui fréquentent les centres d'apprentissage se trouvant dans les camps, et se concertera avec des partenaires du système des Nations Unies, dont l'UNICEF, dans le cadre d'interventions complémentaires relatives à la santé et à la nutrition des enfants d'âge scolaire. Le PAM étudiera les moyens d'apporter un soutien aux centres d'apprentissage.
64. Le programme d'alimentation scolaire mené dans les communautés bangladaises environnantes sera combiné à un "ensemble complet d'éléments essentiels pour l'éducation" destiné aux enfants scolarisés, aux parents et aux enseignants, qui comprendra des activités d'information sur l'éducation des filles, la santé et la nutrition. Le PAM se concertera avec les membres des communautés et plaidera en faveur de leur participation à la gestion du programme d'alimentation scolaire, notamment sous la forme de la fourniture de fruits et de légumes, tout en travaillant aux côtés de partenaires gouvernementaux pour garantir la sécurité sanitaire et la qualité des aliments.

65. Le PAM renforcera la sécurité alimentaire et la nutrition des réfugiés vulnérables, notamment les femmes, les hommes, les personnes à risque, les personnes handicapées et les personnes âgées, dans le cadre de programmes axés sur l'autonomie. Les personnes ciblées acquièrent des compétences transférables, ce qui contribue à renforcer les capacités individuelles, à améliorer la résilience des ménages et, en complétant les revenus de ces derniers, à diversifier l'alimentation.
66. Le PAM continuera d'appuyer les programmes axés sur les moyens d'existence ciblant les Bangladaises en situation d'insécurité alimentaire et leur famille à Cox's Bazar, de façon à compléter les filets de sécurité nationaux.
67. Le PAM mènera des programmes de réduction des risques de catastrophe sous la forme d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs qui se dérouleront dans les camps, et associera aussi les Bangladais et les Bangladaises résidant dans le district de Cox's Bazar à la réduction des risques de catastrophe, y compris à la faveur de mesures de prévention. Tout cela viendra compléter complétant ainsi les activités de renforcement des capacités relevant de l'effet direct stratégique 3 ~~et mettant en place des mesures de prévention.~~
68. Le PAM continuera de mettre à profit les technologies numériques, notamment sa plateforme interne numérique pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts (SCOPE) et la technologie des registres distribués (chaîne de blocs). Il proposera le système SCOPE et la technologie de la chaîne de blocs aux partenaires sous la forme de services afin d'harmoniser les prestations dans l'ensemble des secteurs.
69. Le PAM entreprendra des travaux de recherche et des évaluations pour étayer les interventions menées au titre des programmes et produire des données factuelles sur les résultats obtenus.
70. Dans le cadre de l'initiative pour un accès sûr au combustible et à l'énergie ainsi qu'aux moyens d'existence (SAFE Plus), le PAM, la FAO et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) s'attaqueront au problème des besoins en combustible de cuisson tout en prenant part à des activités d'amélioration des moyens d'existence et de reboisement.
71. En cas de déplacements de réfugiés vers d'autres lieux, le PAM essaiera de fournir un ensemble comparable d'assistance alimentaire et nutritionnelle et d'aide à l'autonomie adapté à la situation, sous la conduite des autorités nationales et en coordination avec les partenaires du système des Nations Unies et les partenaires humanitaires.
72. Si le Gouvernement devait demander une assistance d'urgence en dehors de l'opération en faveur des réfugiés, le PAM interviendrait sous la conduite des autorités nationales, en passant par l'équipe spéciale de coordination de l'action humanitaire et le système national d'action groupée afin de fournir une assistance alimentaire au moyen des modalités jugées les plus adaptées et les plus réalisables. Le PAM mènera également des approches innovantes, comprenant notamment des mesures de prévention, s'il y a lieu.

Partenariats

73. Le Gouvernement assure le contrôle et le pilotage stratégique de l'opération de Cox's Bazar par l'intermédiaire de l'équipe spéciale nationale présidée par le Ministère des affaires étrangères. Le Commissaire pour les secours aux réfugiés et leur rapatriement, qui relève du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours, assume la responsabilité opérationnelle.
74. Le Groupe exécutif stratégique définit les orientations et assure la participation gouvernementale de haut niveau pour les partenaires humanitaires. Le Coordonnateur principal du Groupe de coordination intersectorielle est chargé de la coordination de l'intervention au niveau des opérations.

75. Le PAM joue le rôle de chef de file dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence, est membre du secteur de la nutrition et participe à divers groupes de travail pertinents. Les partenariats noués avec différents organes gouvernementaux, organisations non gouvernementales internationales et locales et organismes des Nations Unies bénéficient des avantages qu'offre la coordination vigoureuse assurée au niveau des structures thématiques et sectorielles.
76. Le PAM et le HCR opèrent dans le cadre d'un accord et d'un plan d'action conjoint concernant le partage des données relatives aux réfugiés afin de constituer une base de données fiable sur les bénéficiaires et d'assurer des services plus efficacement.

Hypothèses

77. Des initiatives de rapatriement sont en cours mais, aux fins de la planification, on part du principe que les réfugiés rohingya resteront au Bangladesh durant la mise en œuvre du présent PSP. Un rapatriement de grande ampleur rendrait indispensable une révision budgétaire.
78. On suppose que les ménages touchés utiliseront les transferts effectués au titre de l'assistance alimentaire générale pour acheter les produits alimentaires essentiels, et que les bénéficiaires ciblés auront une consommation acceptable d'aliments nutritifs spécialisés et mèneront des activités de subsistance dont ils tireront des revenus suffisants. La valeur des transferts sera réexaminée à intervalles réguliers et ajustée si nécessaire.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

79. On s'attend à ce que l'assistance se poursuive à grande échelle et à ce que l'aide internationale reste nécessaire. Le PAM étudiera les possibilités de hiérarchiser ou de cibler davantage l'assistance alimentaire et de mieux adapter l'intervention au contexte, en ciblant les femmes, les hommes, les filles et les garçons les plus vulnérables. Il élaborera une stratégie de localisation prévoyant le renforcement des capacités des partenaires locaux, la mobilisation du secteur privé à l'échelle locale, la promotion des achats locaux et le renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2026, les besoins nutritionnels des femmes, des enfants et des groupes vulnérables au Bangladesh sont couverts grâce aux capacités renforcées qu'ont les institutions nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes de filets de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle.

80. Le PAM mettra l'accent sur le renforcement des capacités nationales afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de filets de sécurité nationaux à dimension nutritionnelle, en s'appuyant sur une stratégie globale de renforcement des capacités et sur l'évaluation de son intérêt particulier dans les domaines de la protection sociale et de la nutrition au Bangladesh, comme recommandé dans le rapport d'évaluation du PSP.
81. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2 et à l'obtention du Résultat stratégique 2 du PAM.

Domaine d'action privilégié

82. Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

83. Cet effet direct stratégique concorde avec la stratégie nationale en matière de sécurité sociale, le deuxième plan d'action pour la nutrition et l'approche adoptée en matière de protection sociale dans le huitième plan quinquennal. Il concourt au respect de la priorité stratégique 2 énoncée dans le plan-cadre de coopération.

Produits escomptés

84. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les filles et les garçons d'âge scolaire ont accès à des aliments nutritifs grâce à la capacité renforcée qu'ont les institutions nationales à gérer et à transposer à plus grande échelle un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants.
 - Les populations vulnérables ciblées tirent profit de la disponibilité d'aliments nutritifs, sains et produits localement et de leur accessibilité, résultant de la mobilisation de petits exploitants et de producteurs et de transformateurs du secteur privé, pour jouir d'une meilleure sécurité alimentaire et s'alimenter sainement.
85. Ces produits contribuent à l'obtention de l'effet direct stratégique en renforçant les capacités nationales nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des programmes de filets de sécurité à dimension nutritionnelle tout en améliorant la disponibilité des aliments nutritifs et leur accessibilité économique.

Activités essentielles

Activité 2: Aider les institutions nationales à renforcer leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de filets de sécurité inclusifs, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle pour répondre aux besoins nutritionnels des femmes, des enfants et des groupes vulnérables.

86. Le PAM continuera de fournir une assistance technique pour appuyer la transposition à plus grande échelle du programme d'alimentation scolaire du Gouvernement conformément à la politique approuvée, aux demandes des autorités et à l'initiative menée en 2019 en application de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER).
87. Le PAM mènera des projets pilotes d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle dans les zones urbaines jugées prioritaires par le Gouvernement, et aidera celui-ci à élaborer et à élargir un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle sur la base de ces expérimentations. Les projets pilotes seront combinés à un "ensemble complet d'éléments essentiels pour l'éducation" destiné aux enfants scolarisés, aux parents et aux enseignants, qui comprendra des activités d'information sur l'éducation des filles, la santé et la nutrition.
88. Le PAM produira des données factuelles pour étayer le renforcement et la transposition à plus grande échelle des programmes, notamment en aidant le Gouvernement à créer un centre de recherche et de développement consacré à l'alimentation scolaire.
89. Guidé par une stratégie globale de sensibilisation et de mobilisation de ressources, le PAM continuera d'étudier les possibilités d'innovation dans les programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire. Il plaidera en faveur de l'extension de l'alimentation scolaire aux établissements d'enseignement secondaire afin d'augmenter le taux de scolarisation dans le cycle secondaire et d'améliorer le régime alimentaire et l'état nutritionnel des adolescents, filles et garçons, et de réduire le nombre de mariages précoces. Le PAM cherchera des moyens de renforcer l'inclusivité des programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire, notamment pour les élèves handicapés et ceux accédant à des services d'enseignement primaire et d'éducation de base en dehors des écoles primaires publiques.

90. Le PAM collaborera avec des producteurs et des transformateurs du secteur privé dans l'ensemble des systèmes alimentaires pour améliorer la disponibilité des aliments sains et nutritifs et leur accessibilité économique. Il mènera une action de renforcement des capacités visant à développer la fourniture de riz enrichi et d'autres aliments enrichis dans les filets de protection sociale, dans les programmes de repas scolaires et sur les marchés, en coopération avec le secteur privé, des partenaires du développement et la société civile. Il s'agira notamment de fournir une assistance technique aux laboratoires publics et privés chargés de contrôler la sécurité sanitaire des aliments. Le PAM apportera également un appui technique pour améliorer les initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la promotion d'une alimentation nutritive, et étudiera d'autres formes d'enrichissement des aliments, comme les aliments nutritifs produits localement, en particulier les biscuits enrichis.
91. Dans le cadre de son approche des systèmes alimentaires, le PAM mobilisera le secteur privé et collaborera avec des partenaires clés tels que la FAO pour améliorer les liens entre les marchés et les programmes de filets de sécurité et les programmes menés en milieu urbain. Il favorisera l'établissement de liens entre les agriculteurs qui se trouvent dans les zones rurales, notamment les coopératives agricoles dirigées par des femmes, et les programmes menés dans les villes qui visent à améliorer l'offre de produits frais dans les centres urbains, ainsi qu'entre les producteurs locaux, hommes et femmes, de produits frais et le programme de repas scolaires.

Partenariats

92. Le PAM collaborera étroitement avec les ministères et les départements concernés, la Division du Cabinet, le Conseil national pour la nutrition du Bangladesh et le Bureau de la statistique du Bangladesh pour trouver des solutions multisectorielles. Il renforcera les partenariats noués avec d'autres entités du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le FIDA, la FAO et l'UNICEF. Aux niveaux régional et local, il travaillera en étroite collaboration avec les autorités locales et des organisations non gouvernementales (ONG). Les liens avec le secteur privé seront resserrés, en particulier pour l'enrichissement des aliments et par l'intermédiaire du Réseau du secteur privé du mouvement Renforcer la nutrition (SUN).

Hypothèses

93. On suppose que le Gouvernement continuera d'avoir les ressources et la volonté politique nécessaires à la mise en œuvre des programmes de filets de sécurité et que les autorités locales le soutiendront dans cette entreprise.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

94. Le PAM s'emploiera à systématiser l'alimentation scolaire pour les garçons et les filles d'âge scolaire après 2026 en fournissant un soutien destiné à garantir le succès de la mise en place du programme d'alimentation scolaire dans le cycle primaire, en encourageant les parties prenantes à apporter leur appui et en plaidant en faveur de financements nationaux pérennes.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2026, les communautés vulnérables au Bangladesh sont plus résilientes face aux chocs et aux catastrophes naturelles grâce au renforcement des capacités nationales en matière de gestion des catastrophes et à la mise en œuvre de programmes de filets de protection sociale souples tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle.

95. L'intensité, la fréquence et l'ampleur des chocs augmentent en raison de l'exposition du pays au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, et à sa vulnérabilité en la matière, auxquels s'ajoutent l'accroissement de la population et la pauvreté. Ces facteurs érodent l'aptitude des communautés à s'adapter et à se relever, et font qu'un nombre croissant de personnes risquent de basculer au-dessous du seuil de pauvreté. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation du PSP, le PAM intégrera des mesures d'adaptation et de renforcement de la résilience dans les filets de sécurité afin d'améliorer la réactivité face aux chocs. Le PAM renforcera les capacités nationales à tous les niveaux pour aider les communautés à se préparer à des catastrophes futures.
96. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 4 de l'ODD 2 et à l'obtention du Résultat stratégique 4 du PAM.

Domaine d'action privilégié

97. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

98. Cet effet direct stratégique concorde avec les initiatives de protection sociale et de gestion des catastrophes présentées dans le huitième plan quinquennal et la stratégie nationale en matière de sécurité sociale, notamment les priorités définies dans le plan d'action associé à cette dernière. Il concourt au respect des priorités 2 et 3 énoncées dans le plan-cadre de coopération.

Produits escomptés

99. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les populations vulnérables touchées par des chocs, climatiques ou de nature autre, améliorent leur résilience grâce à un soutien qui comprend des mesures de prévention ainsi que des programmes élargis de filets de protection sociale souples, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle, qui sont mis en œuvre par des institutions nationales bénéficiant d'une assistance technique en matière de conception, d'expérimentation et de transposition à plus grande échelle de programmes.
 - Les communautés vulnérables sont plus résilientes face aux catastrophes et aux chocs d'origine climatique grâce au renforcement de la capacité des institutions nationales à mettre en œuvre des mesures efficaces de réduction des risques de catastrophe et à mener des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et à l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et des systèmes de gestion de l'information.
100. Ces produits contribuent à l'obtention de l'effet direct stratégique en consolidant les innovations mises en place en matière d'amélioration de la résilience et de protection sociale adaptative au moyen du renforcement des capacités institutionnelles de gestion des catastrophes et d'intervention en cas de crise, permettant ainsi la mise en œuvre d'un portefeuille national d'activités axées sur la résilience qui soit cohérent et tienne compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes.

Activités essentielles

Activité 3: Aider les institutions nationales et les communautés à renforcer leur capacité à mettre en œuvre des programmes de filets de sécurité inclusifs, réactifs, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle et à mener des activités de préparation aux risques de catastrophe et d'intervention en cas de crise, afin de protéger la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables.

101. Le PAM s'inspirera du succès des partenariats institutionnels pour appuyer des programmes de filets de protection sociale à dimension nutritionnelle et tenant compte de la problématique femmes-hommes, notamment le programme de prestations pour les mères et les enfants, la composante investissement du programme de développement en faveur des groupes vulnérables et le programme de prestations pour les femmes vulnérables, ces dernières étant ciblées en fonction de critères de vulnérabilité tels que la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il continuera d'assurer une assistance technique dans le cadre de ces programmes et à l'intention des ministères concernés afin d'étendre la couverture des activités, d'en améliorer le ciblage (en particulier au moyen de l'auto-inscription), de mettre à niveau le système d'information de gestion et d'instaurer des mécanismes institutionnels pour améliorer la planification ainsi que le suivi et l'évaluation axés sur les résultats. Le PAM contribuera également au développement de ces programmes dans les zones urbaines et à leur extension à des groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les personnes handicapées et les travailleurs de l'économie informelle. L'assistance technique assurée dans le cadre des filets de sécurité comprendra plusieurs éléments relatifs à la prise en compte de la nutrition, de la problématique femmes-hommes et de la protection: communication visant à faire évoluer la société et les comportements axée sur l'amélioration de la nutrition; accès amélioré à des services intersectoriels; dispositifs de recours et de réparation plus efficaces; analyse des questions de protection; amélioration de l'accessibilité pour garantir l'inclusion du handicap; et surcroît d'attention accordé dans les programmes à la santé maternelle, aux 1 000 premiers jours suivant la conception, à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, à la nutrition des adolescentes, à l'inclusion du handicap ainsi qu'à l'inclusion numérique et financière et à l'avancement des femmes.
102. Pour améliorer la résilience, le PAM intégrera dans certains filets de sécurité des éléments de réactivité face aux chocs et d'adaptation, notamment en mettant en œuvre à petite échelle des projets pilotes destinés à procéder à des essais de validation et à tirer des enseignements de l'expérience. Ces éléments engloberont des innovations utilisées dans les filets de protection sociale en milieu urbain dans le contexte de la riposte à la pandémie de lutte contre la COVID-19, des améliorations du ciblage, des extensions de programmes en réponse aux chocs et la planification saisonnière fondée sur les moyens d'existence. Le PAM renforcera les capacités institutionnelles à l'appui de l'adoption de mesures de prévention en tant qu'outils opérationnels dans le portefeuille national d'activités de réduction des risques de catastrophe. Il s'emploiera à systématiser les prévisions fondées sur l'impact afin d'améliorer la planification et la préparation aux catastrophes, à définir plus précisément les déclencheurs de prévision portant sur plusieurs risques et à utiliser des outils numériques pour communiquer des informations en temps réel. Le PAM étudiera des dispositifs de microassurance visant à protéger les populations qui n'ont pas un accès suffisant aux outils de gestion des risques, de façon à dégager des enseignements et à promouvoir les liens avec les dispositifs nationaux de gestion des catastrophes et de protection sociale.

103. Le PAM œuvrera au niveau institutionnel pour faciliter la conception, la mise en œuvre et le financement d'une protection sociale adaptative. Plusieurs mesures sont envisagées: mise en place de liens avec les dispositifs d'alerte rapide et le système d'action groupée dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise; constitution d'une base de données intégrée et d'un système de gestion des informations sur les bénéficiaires conformes aux normes de protection des données; renforcement des dispositions relatives au financement; et conception de simulations et de procédures opérationnelles normalisées à l'intention des ministères. Le PAM offrira aussi une assistance technique dans les domaines de la collecte, de la gestion et de l'utilisation des données en vue d'améliorer la gestion des programmes nationaux. Il élaborera une série de mesures de préparation et de prévention visant à amener le Gouvernement à adopter un modèle de protection sociale adaptative.
104. Le PAM rejoindra et consolidera les plateformes de haut niveau appuyant la coordination multisectorielle, les partenariats public-privé, le développement des capacités humaines, le renforcement des systèmes et la concertation sur les politiques, avec comme objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette démarche se traduira notamment par l'établissement de partenariats de haut niveau avec le Conseil national du Bangladesh pour la nutrition, la Division du Cabinet et les ministères concernés.
105. En collaboration avec des partenaires de recherche, le PAM mènera des études et des évaluations pour étayer son action, notamment des analyses de la vulnérabilité socioéconomique, des évaluations des marchés, des analyses de risques multiples, des analyses des points sensibles sur le plan climatique, la production de données factuelles sur l'impact et la valeur ajoutée des mesures de prévention, et des évaluations des synergies avec d'autres outils de renforcement de la résilience.
106. Le PAM renforcera les capacités institutionnelles afin d'améliorer l'efficacité de la préparation et de l'intervention en cas de catastrophes et de chocs liés au climat. Il renforcera également les capacités nationales liées à la gestion de tous les aspects de la chaîne d'approvisionnement d'urgence. Il s'agira notamment, lorsque cela sera nécessaire, d'établir des zones de regroupement du matériel humanitaire intégrées dans les dispositifs existants de préparation et d'exploiter les informations disponibles et l'infrastructure des technologies de communication en place pour communiquer les informations essentielles en temps voulu. Le PAM travaillera aux côtés d'autres organismes du système des Nations Unies et d'autres partenaires pour prépositionner et proposer des services complémentaires. Il collaborera ainsi avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) afin de permettre aux adolescentes d'accéder plus facilement à des "kits dignité", et appuiera l'élaboration et la mise en œuvre de normes minimales nationales en matière de nutrition dans les situations d'urgence. Une meilleure compréhension des conséquences des catastrophes sur l'offre et l'accès aux produits en aval favorisera également la mise en place de solides chaînes d'approvisionnement nationales et privées et la participation des commerçants.
107. À Cox's Bazar, le PAM collaborera avec les parties prenantes du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours pour déterminer les domaines dans lesquels la réduction des risques de catastrophe peut contribuer à la prévention, à l'atténuation et à l'intervention. En collaboration avec des partenaires, des entités du système des Nations Unies, le Commissaire pour les secours aux réfugiés et leur rapatriement, le Commissaire de district et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le PAM contribuera à renforcer les capacités des communautés en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise au moyen de formations et d'un appui technique. Ces interventions complètent les activités d'amélioration de la résilience menées en faveur des communautés bangladaises de Cox's Bazar au titre de l'effet direct stratégique 1.

108. Le PAM appuiera l'organisation de réunions de coordination, mènera des analyses des lacunes en matière de coordination et établira des plans opérationnels conjoints et des procédures de fonctionnement normalisées.

Partenariats

109. Le PAM se concertera avec le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours, le Bureau de la statistique du Bangladesh, le Département météorologique du Bangladesh, le Centre de prévision des inondations et d'alerte rapide, des partenaires du système des Nations Unies, le secteur privé, des universités et des ONG. Il collaborera avec le Ministère des affaires féminines et de l'enfance et le Ministère de la protection sociale afin d'élaborer des programmes de protection sociale adaptative, et avec la FAO, le FNUAP et le FIDA pour transposer des mesures de prévention à plus grande échelle. Le PAM travaillera en partenariat avec le Ministère des finances et le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours en vue de produire des données factuelles concernant la microassurance. En coopération avec des partenaires de recherche, il soutiendra un programme de recherche en faveur de filets de protection sociale inclusifs, souples et à dimension nutritionnelle. Il travaillera également en étroite collaboration avec les membres des modules nationaux de la sécurité alimentaire et de la logistique et avec le comité de l'équipe spéciale pour le financement fondé sur les prévisions.

Hypothèses

110. On suppose que le Gouvernement disposera des ressources et des effectifs nécessaires à la mise en œuvre de systèmes efficaces et que les autorités locales l'aideront dans son entreprise.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

111. Le PAM plaidera auprès des ministères et des parties prenantes concernés pour la prise en compte systématique des considérations et des innovations relatives à la nutrition, à la problématique femmes-hommes et au principe consistant à "ne pas nuire". Il espère parvenir à une adoption généralisée de mesures de prévention dans les programmes nationaux de préparation aux situations d'urgence d'ici à 2026.

Effet direct stratégique 4: Les populations vulnérables touchées par des crises au Bangladesh tirent profit d'une coordination renforcée et de services communs améliorés pendant et après les crises.

112. Dans le cadre de l'intervention menée pour faire face à la crise liée aux réfugiés, le PAM assume un rôle de chef de file dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence. Il fournira des services aux partenaires en fonction des demandes de ces derniers et des besoins humanitaires.

Domaine d'action privilégié

113. Cet effet direct stratégique est axé sur les interventions face à une crise.

Harmonisation avec les priorités nationales

114. Cet effet direct stratégique concorde avec les plans d'intervention conjoints annuels visant à faire face à la crise liée aux réfugiés et contribue au respect de la priorité stratégique 2 du plan-cadre de coopération.

Produits escomptés

115. Deux produits permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- Les populations touchées par des crises recueillent les fruits de l'appui apporté aux acteurs humanitaires en matière de coordination et des services fournis à ces derniers, concernant la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence.
- Les populations touchées par des crises au Bangladesh recueillent les fruits de l'amélioration de l'efficacité des programmes résultant des services à la demande fournis aux acteurs humanitaires.

Activités essentielles

Activité 4: Assurer la coordination et fournir des services communs à l'intention des partenaires de l'action humanitaire et du développement et du Gouvernement.

116. Le PAM assurera des services en fonction des besoins et des demandes des partenaires sous réserve de fonds disponibles. Ces services sont les suivants:

- *Secteur de la sécurité alimentaire.* Le PAM intégrera et coordonnera des interventions sectorielles de façon à adopter une démarche harmonisée dans les domaines de la sécurité, des moyens d'existence, de l'autonomie et de la gestion des ressources naturelles. Il coordonnera l'assistance alimentaire complémentaire fournie par les partenaires et la diffusion des messages, assurera la gestion de l'information et renforcera les dispositifs de suivi et d'évaluation, et l'obligation redditionnelle afin d'améliorer la qualité des programmes.
- *Secteur de la logistique.* Le PAM assurera la gestion de l'information et des services communs d'appui logistique pour soutenir l'intervention humanitaire dirigée par le Gouvernement. En fonction des financements et des demandes, cela pourra notamment consister à faciliter l'accès aux services essentiels d'appui logistique, de gestion de l'information et de renforcement des capacités en faveur des partenaires de l'action humanitaire et des partenaires gouvernementaux.
- *Secteur des télécommunications d'urgence.* Pour garantir la disponibilité des services communs interorganisations de télécommunications d'urgence, le PAM assurera la coordination, la gestion de l'information et un appui technique de façon à développer les services de télécommunications dans le pays, en déployant du personnel et en installant des équipements.
- *Solutions numériques.* Le PAM assurera des services pertinents et donnera des conseils techniques pour améliorer les initiatives de transformation numérique menées par les partenaires et contribuer à l'harmonisation des aides dans l'ensemble des secteurs.
- *Services d'ingénierie.* Le PAM assurera des services d'ingénierie à la demande, notamment pour le projet conjoint d'ingénierie à l'appui de la maintenance des sites mené en collaboration avec le HCR et l'OIM, qui vise à améliorer l'accès aux sites et leur entretien, le drainage, les réparations d'urgence ainsi que la construction et la remise en état des infrastructures. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le secteur de l'aménagement des sites, le Commissariat pour les secours aux réfugiés et leur rapatriement et le Département d'ingénierie des collectivités locales.
- *Services de transport.* La réinstallation massive éventuelle de réfugiés rohingya à Bhashan Char peut nécessiter le déploiement de moyens de transport aérien et maritime jusqu'à l'île. Le cas échéant, le PAM assurera des services de transport.

117. Sur demande, le PAM assurera d'autres services contribuant à l'efficacité des programmes des partenaires, notamment des services d'achat pour les programmes d'alimentation scolaire ou encore des études et des évaluations consacrées, par exemple, aux répercussions de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition ou aux effets du changement climatique et des chocs économiques sur la résilience.

Partenariats

118. Le PAM travaille en partenariat avec le Gouvernement, lequel dirige les interventions humanitaires nationales. Il collabore avec des co-responsables et des membres des différents secteurs pour coordonner et assurer les services.

Hypothèses

119. On suppose que l'opération menée en faveur des réfugiés se poursuivra à grande échelle, que les structures de coordination continueront de fonctionner et que la demande de services se maintiendra. En cas de réduction de l'ampleur des activités, l'hypothèse retenue est que le PAM continuera d'assumer un rôle de chef de file en matière de coordination.
120. On part du principe que les camps demeureront accessibles et ne seront pas touchés par des catastrophes majeures.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

121. Le PAM continuera d'assumer son rôle de chef de file sectoriel à Cox's Bazar, en tenant compte des demandes des partenaires et des besoins liés au contexte. En cas de réduction de l'ampleur des opérations, le PAM maintiendra des moyens afin de faciliter la transposition des activités à plus grande échelle et d'être en mesure de faire face à une augmentation future des besoins le cas échéant.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

122. Le PAM viendra en aide à plus de 2,5 millions de bénéficiaires directs, dont la plupart relèvent de l'effet direct stratégique 1, signe que l'accent demeure placé sur l'intervention en faveur des réfugiés. L'effet direct stratégique 2 englobe les bénéficiaires des repas scolaires prévus dans le cadre des projets pilotes menés en milieu urbain. Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM viendra en aide aux bénéficiaires directs au moyen de programmes pilotes de transferts de type monétaire dont l'objectif sera la mise au point d'interventions à intégrer dans les programmes publics.
123. Les critères de ciblage tiendront compte de caractéristiques telles que la problématique femmes-hommes, l'âge et les aptitudes ainsi que certains problèmes de protection susceptibles de fragiliser la situation dans le pays et de contribuer à l'insécurité alimentaire. On dispose actuellement de peu de données sur les personnes handicapées, mais la prise en compte des aptitudes dans les critères de ciblage et le suivi permettra d'orienter la conception des programmes et les ajustements éventuels. Le PAM adoptera une démarche globale en matière de ciblage dans la région de Cox's Bazar, de façon à compléter l'intervention en faveur des réfugiés par des interventions en faveur des communautés environnantes les plus touchées. Il utilisera le système SCOPE pour la gestion des informations sur les bénéficiaires, s'agissant d'étayer les plans du cycle de distribution, de formuler à l'intention des prestataires de services externes des instructions sur les transferts effectués dans le cadre des interventions utilisant des transferts de type monétaire, et de conserver l'historique de l'assistance fournie.

TABEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE, ACTIVITÉ ET MODALITÉ (2022-2026)

Effet direct stratégique	Activité	Produit	Modalité	Groupe de bénéficiaires	2022	2023	2024	2025	2026	Total
2	2	2.1	Produits alimentaires	Filles	30 600	30 600	30 600			51 000
				Garçons	29 400	29 400	29 400			49 000
				Femmes						-
				Hommes						-
				Total	60 000	60 000	60 000	0	0	100 000
3	3	3.1	Transferts de type monétaire	Filles	104 400	74 400	24 000	24 000	19 200	246 000
				Garçons	87 000	62 000	20 000	20 000	16 000	205 000
				Femmes	140 100	93 000	30 000	30 000	24 000	317 100
				Hommes	113 100	80 600	26 000	26 000	20 800	266 500
				Total	444 600	310 000	100 000	100 000	80 000	1 034 600
Total (hors chevauchement)					1 726 656	1 592 056	1 337 056	1 226 056	1 206 056	2 581 656

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

125. La valeur des transferts est calculée en fonction des objectifs de chaque activité et des besoins des bénéficiaires ciblés dans chaque catégorie. Le PAM sélectionnera les modalités en tenant compte des objectifs des programmes et des objectifs stratégiques, de leur faisabilité, de l'analyse du contexte, des besoins différents selon l'âge et le sexe ainsi que des rapports coût-efficacité et coût-efficacité. La plupart des transferts seront de type monétaire et concerneront l'opération menée en faveur des réfugiés.
126. En cas de nouvelle situation d'urgence, le PAM choisira les modalités les plus réalisables et les plus adaptées, et révisera le budget en conséquence. Il se concertera avec le Gouvernement afin d'assurer une assistance technique à l'appui des systèmes nationaux de transfert de type monétaire et, s'il y a lieu, utilisera ces systèmes pour les transferts. Le PAM réexaminera les modalités de transfert régulièrement et retiendra celles convenant le mieux.

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (*grammes/personne/jour*) OU VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*)
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1											Effet direct stratégique 2				Effet direct stratégique 3				
	Activité 1											Activité 2				Activité 3				
Type de bénéficiaires	Réfugiés (assistance alimentaire générale)	Réfugiés (intervention rapide - assistance alimentaire générale)	Écoliers (communautés d' accueil)	Écoliers (communautés d' accueil)	Écoliers (communautés d' accueil)	Écoliers (réfugiés)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes - Prévention de la malnutrition aiguë modérée	Filles et femmes enceintes ou allaitantes - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Enfants âgés de 6 à 23 mois - Prévention de la malnutrition aiguë modérée	Enfants âgés de 24 à 59 mois - Prévention de la malnutrition aiguë modérée	Enfants âgés de 6 à 59 mois - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes (indemnité de subsistance)	Femmes (subside)	Écoliers	Écoliers	Écoliers	Femmes	Financement fondé sur les prévisions	Planification saisonnière fondée sur les moyens d' existence	Microassurance
Modalité	Transferts de type monétaire*	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	
Suppléments nutritifs à base de lipides - quantité moyenne							75													
Sucre																				
Sel iodé	5	5		3	3										3	3				
Total kcal/jour	2 126	2 081	338	605	531	225	1 035	383	802		535			338	605	531				
% de kcal d'origine protéique	10,5	10,2	11,1	14,4	10,5	11,1	14,3	15	18,1		10,5			11,1	14,4	10,5				
% de kcal d'origine lipidique	17,0	18,7	30,0	27,0	21,8	30,0	29,1	46	22,4		59,0			30,0	27,0	21,8				
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)	0,43									0,1		0,08	35				0,102	53	213	30

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (*grammes/personne/jour*) OU VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*)
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1												Effet direct stratégique 2				Effet direct stratégique 3			
	Activité 1												Activité 2				Activité 3			
Type de bénéficiaires	Réfugiés (assistance alimentaire générale)	Réfugiés (intervention rapide - assistance alimentaire générale)	Écoliers (communautés d' accueil)	Écoliers (communautés d' accueil)	Écoliers (communautés d' accueil)	Écoliers (réfugiés)	Filles et femmes enceintes ou allaitantes - Prévention de la malnutrition aiguë modérée	Filles et femmes enceintes ou allaitantes - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Enfants âgés de 6 à 23 mois - Prévention de la malnutrition aiguë modérée	Enfants âgés de 24 à 59 mois - Prévention de la malnutrition aiguë modérée	Enfants âgés de 6 à 59 mois - Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes (indemnité de subsistance)	Femmes (subside)	Écoliers	Écoliers	Écoliers	Femmes	Financement fondé sur les prévisions	Planification saisonnière fondée sur les moyens d' existence	Microassurance
Modalité	Transferts de type monétaire*	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	
Nombre de jours d'alimentation par an	365	365	40	80	120	275	365	365	365	365	365	365	Ponctuel	40	80	120	365	Ponctuel	Ponctuel	Ponctuel

* La ration alimentaire mentionnée dans cette colonne est fournie à titre indicatif.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	10 949	6 277 533
Légumes secs	3 043	2 051 527
Huile et matières grasses	1 872	2 736 513
Aliments composés et mélanges	50 635	71 469 814
Autres	1 750	3 490 983
Total (produits alimentaires)	68 249	86 026 370
Transferts de type monétaire		848 307 073
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	68 249	934 333 443

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

127. Le bureau de pays et son antenne à Cox's Bazar ont étoffé leurs capacités de façon à faire face à la crise liée aux réfugiés. Cette tendance se poursuivra tout au long de la période couverte par le PSP, et des moyens supplémentaires seront déployés dans les domaines de la problématique femmes-hommes, de la gestion de la performance et du renforcement des capacités afin de mettre en œuvre le programme conformément aux recommandations issues de l'évaluation du PSP.

4.4 Partenariats

128. Tout en préservant son indépendance opérationnelle, le PAM maintient des relations étroites avec le Gouvernement à tous les niveaux.

129. Le PAM demeurera membre du mouvement SUN, et, à ce titre, contribuera à la mise en œuvre du programme de recherche sur la nutrition aux côtés de partenaires, notamment l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, plaidera en faveur de l'application des recommandations relatives à la nutrition formulées dans les secteurs pertinents et participera à des groupes de travail technique et à des forums sur la nutrition, comme le groupe de travail sur l'alimentation complémentaire et l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants ou l'équipe spéciale pour l'enrichissement des aliments.

130. Le PAM co-anime le Réseau SUN du secteur privé en collaboration avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition sous la direction du Ministère de l'industrie. Le Réseau SUN du secteur privé informera le secteur privé sur le programme d'action national en matière de nutrition et donnera des orientations concernant les possibilités à saisir par les entreprises pour intervenir dans l'ensemble des systèmes alimentaires afin de contribuer à la création d'un environnement propice à l'amélioration de la nutrition. Les points d'entrée possibles sont notamment le renforcement des chaînes d'approvisionnement et de la production d'aliments nutritifs, l'amélioration de la nutrition de la main-d'œuvre, le marketing social et la sensibilisation à la nutrition.

131. Pour appuyer les mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes, le PAM participera à des groupes thématiques et à des groupes de travail tels que le groupe de travail sur l'égalité des sexes et l'action humanitaire et le groupe thématique sur l'égalité femmes-hommes au sein des équipes de pays des Nations Unies. Il travaillera en partenariat avec des entités de défense des droits des femmes et de l'égalité femmes-hommes, ~~ainsi qu'avec~~ des organisations d'aide aux personnes handicapées, ~~comme le~~

Ministère des affaires féminines et de l'enfance, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et Humanité & Inclusion, afin de venir en aide aux femmes, aux hommes, aux personnes âgées, aux jeunes, aux filles et aux garçons.

132. Le PAM continuera d'associer à son action des institutions financières internationales telles que la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

133. Les modalités de suivi seront guidées par le Cadre révisé de résultats institutionnels du PAM pour 2017-2021 et les normes applicables, notamment les résultats propres au pays dans les domaines de l'égalité femmes-hommes, de la responsabilité à l'égard des populations touchées, de la protection des données et de l'inclusion du handicap. Les théories du changement donnent des informations sur les besoins en données factuelles ainsi que sur les besoins en matière de suivi et d'évaluation du PSP.
134. Les modalités de suivi tiendront compte de la problématique femmes-hommes de façon à faire comprendre à qui va l'aide parmi les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Les données seront collectées, ventilées et analysées par sexe, par âge et par situation en matière de handicap pour permettre une prise de décisions fondée sur des éléments factuels qui s'appuiera aussi sur la compréhension de la façon dont les changements se produisent pour les différents groupes et des raisons pour lesquelles ils se produisent.
135. Le PAM accordera une plus large place au suivi des processus et des produits pour l'ensemble des effets directs stratégiques, en particulier l'effet direct stratégique 1, afin d'appuyer l'analyse au service d'une prise de décisions plus efficace. Des contrôleurs de terrain surveilleront chaque activité en toute indépendance, en respectant des prescriptions minimales en matière de suivi. Le PAM améliorera les capacités dont les partenaires coopérants disposent pour assurer le suivi des données relatives aux produits. Il consultera les bénéficiaires, hommes et femmes, et s'emploiera à renforcer les mécanismes de réclamation et de remontée de l'information mis à leur disposition, en s'assurant que ces mécanismes sont sûrs et accessibles et tiennent compte des besoins et des risques dont font état et auxquels sont confrontés les femmes, les hommes, les filles, les garçons, les personnes âgées et les personnes handicapées.
136. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation du PSP, le PAM réexaminera la façon dont il aborde la gestion de la performance et des connaissances, en resserrant les liens entre le suivi et l'évaluation d'un côté et l'analyse de la vulnérabilité de l'autre, et renforcera les efforts qu'il déploie pour produire des données factuelles susceptibles d'être exploitées dans le cadre de la conception et de l'adaptation des interventions et des activités de sensibilisation menées en collaboration avec le Gouvernement et des partenaires.
137. La mesure des effets directs permettra non seulement d'assurer sera axée sur le suivi des interventions que le PAM met directement en œuvre, mais aussi de déterminer de la contribution des activités de renforcement des capacités aux programmes publics de filets de sécurité. L'assistance technique fournie dans le cadre de ces programmes comprendra le renforcement des fonctions de suivi et d'évaluation et la production de données factuelles sur la contribution à la réalisation des cibles des ODD.
138. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec des partenaires du système des Nations Unies afin de définir la marche à suivre dans les domaines de travail communs en vertu du plan-cadre de coopération, notamment la lutte contre la COVID-19, et de suivre les progrès accomplis. Le PAM étudiera les possibilités de mener des évaluations conjointes et d'en tirer des enseignements.

139. Le PAM demandera: un examen à mi-parcours pour éclairer les ajustements à apporter le cas échéant à la conception et à la mise en œuvre du PSP; une évaluation thématique décentralisée portant sur l'alimentation scolaire; et une évaluation du PSP pour produire des données factuelles sur les résultats obtenus, sur les éléments ayant contribué à ces résultats et sur la performance.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

140. Il sera peut-être difficile de recruter du personnel qualifié dans les domaines du renforcement des capacités et des innovations numériques. Le bureau de pays travaillera en étroite collaboration avec le Siège pour disposer d'effectifs suffisants.
141. Des chocs de grande ampleur sont à craindre, notamment l'arrivée massive de réfugiés et la survenue d'aléas naturels. Le PAM continuera de se concerter avec des partenaires du système des Nations Unies présents au Bangladesh et dans la région afin d'acquérir une compréhension globale de l'environnement de risque, en particulier des risques relatifs à la sécurité, à la protection et aux inégalités entre les sexes. Le PAM renforcera les dispositifs de planification et d'évaluation par scénarios et maintiendra ses capacités d'intervention en cas d'imprévu.

Risques opérationnels

142. Les opérations à Cox's Bazar risquent d'être perturbées si les autorités limitent la circulation des réfugiés et imposent des contrôles qui influent sur l'adaptabilité et la rapidité des opérations. Le PAM continuera de se concerter avec les autorités au sujet de la circulation du personnel et de l'acheminement de l'assistance.
143. Il est possible que la sécurité sanitaire et la qualité des aliments laissent à désirer, notamment celles des produits frais locaux, des aliments enrichis et des aliments nutritifs spécialisés. Le PAM s'attachera à respecter strictement les normes de sécurité sanitaire des aliments, surveillera de près les partenaires et mettra en place un mécanisme de réclamation et de remontée de l'information.
144. Pour relever les défis liés aux capacités limitées des partenaires coopérants, le PAM continuera de renforcer les moyens de ces derniers et d'envisager de nouveaux partenariats lorsque cela sera possible et pertinent.
145. Toute réinstallation de réfugiés au Bangladesh aura une incidence sur les opérations du PAM, gonflera les coûts opérationnels et entraînera des risques relatifs à la problématique femmes-hommes et à la protection. Des plans d'urgence rigoureux permettront d'atténuer ces risques.

Risques fiduciaires

146. Il existe un risque que la COVID-19 ne se propage du fait des opérations du PAM. Le PAM surveillera la situation, se conformera aux meilleures pratiques, en préconisera l'adoption et élaborera des stratégies de substitution pour garantir une mise en œuvre rapide des mesures appropriées.
147. Pour éviter le risque de fraude dans les systèmes de transfert de type monétaire, le PAM renforcera les mécanismes internes d'assurance, sensibilisera davantage les bénéficiaires à la bonne utilisation des cartes et veillera à la mise en place de garanties adéquates. Il établira également des contrôles internes afin de se protéger contre d'éventuelles accusations de fuite et de corruption dans le cadre des programmes financés par le Gouvernement.

148. Le PAM continuera de renforcer les procédures opérationnelles et les cadres de gestion des risques en place visant à atténuer les risques existants et prévus en matière de santé, de sûreté et de sécurité, notamment dans le cadre de l'intervention en faveur des réfugiés et de la gestion des catastrophes.

Risques financiers

149. Les fluctuations des prix des produits alimentaires rendront peut-être indispensable une révision budgétaire.

5.3 Garanties sociales et environnementales

150. La taille et la densité de la zone d'installation des réfugiés à Cox's Bazar ont eu de graves conséquences sur l'environnement, notamment la déforestation. Le programme SAFE Plus prévoit la fourniture de gaz de pétrole liquéfié comme combustible de cuisson de substitution et propose parallèlement des activités d'appui aux moyens d'existence et de reboisement. Des travaux destinés à protéger et à remettre en état l'environnement et les ressources naturelles seront intégrés dans l'ensemble des programmes existants. En 2021, le PAM et la FAO ont signé un accord historique sur le renforcement de l'autonomie, des moyens d'existence et de la gestion des ressources naturelles dans les camps de réfugiés et les communautés d'accueil. Le PAM continuera de collaborer avec les partenaires des Nations Unies, les autorités nationales et locales et la société civile afin de comprendre et d'atténuer les conséquences sociales et environnementales néfastes.
151. *Égalité femmes-hommes.* La problématique femmes-hommes sera prise en compte de manière systématique tout au long de la conception et de la mise en œuvre des programmes.
152. *Santé, sûreté et sécurité des communautés.* Dans le cadre d'un projet d'ingénierie à l'appui de la maintenance des sites, le PAM a mis en place des travaux d'ingénierie pour éviter l'érosion des chemins d'accès aux points de distribution, aux magasins acceptant les bons électroniques et à d'autres infrastructures se trouvant dans les camps de réfugiés. Les habitations des réfugiés qui ne peuvent pas être protégées à l'aide de ces mesures sont déplacées à l'intérieur des camps.
153. *Responsabilité à l'égard des populations touchées.* Le PAM tiendra compte des risques liés à la protection dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de tous les programmes, et les réexaminera régulièrement pour assurer une assistance non discriminante, sûre, respectueuse de la dignité des intéressés et intégrée. Le PAM consultera les communautés afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre des programmes. Des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information accessibles contribueront à la réduction du risque en matière de protection, à l'amélioration de la qualité des programmes et à la responsabilisation. Des analyses de la situation et des évaluations de la protection tenant compte de la problématique femmes-hommes seront entreprises à intervalles réguliers pour surveiller et évaluer la façon dont les interventions influent sur les relations entre les hommes et les femmes, contribuent à l'égalité femmes-hommes et atténuent les risques dans le domaine de la protection. Les communications avec les bénéficiaires seront adaptées au moyen de différents supports sélectionnés en fonction de l'âge, de l'alphabétisation, de la langue, des aptitudes et de la sécurité de l'accès, de sorte que toutes les personnes concernées puissent être informées.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

Effet direct stratégique	Activité	2022	2023	2024	2025	2026	Total
1	1	275 384 552	275 481 388	276 550 037	277 175 937	277 462 104	1 382 054 017
2	2	9 775 738	8 316 749	7 789 201	4 710 379	4 803 867	35 395 934
3	3	12 570 012	11 816 699	8 845 812	7 672 830	6 956 573	47 861 926
4	4	30 458 617	31 203 963	31 377 786	30 855 266	31 014 461	154 910 093
Total		328 188 918	326 818 799	324 562 835	320 414 413	320 237 004	1 620 221 970

154. La majeure partie du budget (85 pour cent) est affectée à l'effet direct stratégique 1, signe de l'importance revêtue par l'intervention menée en faveur des réfugiés. Les causes profondes et le renforcement de la résilience (effets directs stratégiques 2 et 3) représentent 5 pour cent du budget, et la prestation de services (effet direct stratégique 4) 10 pour cent. Les activités de promotion de l'égalité femmes-hommes comptent pour 15 pour cent du budget.

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

155. Le niveau global de financement du premier PSP a atteint 64 pour cent. En 2020, les contributions annuelles s'élevaient à 270 millions de dollars environ, au regard d'une prévision de 294 millions de dollars pour cette année, soit un niveau supérieur à celui qui était anticipé à ce stade. Sur la base de cette tendance, les financements prévus permettront au PAM de financer les effets directs stratégiques 1 et 4, axés sur l'intervention face à une crise.
156. Le financement des activités relatives aux causes profondes et au renforcement de la résilience (effets directs stratégiques 2 et 3) sera plus difficile. D'après des estimations prudentes fondées sur les tendances et les perspectives futures, le PAM prévoit qu'il sera en mesure de financer 80 pour cent de ces besoins au cours des deux premières années du PSP.
157. Le PSP devrait être financé principalement par des donateurs existants. Le Gouvernement bangladais a versé une contribution en espèces pour financer les activités d'alimentation scolaire menées par le PAM dans le cadre du premier PSP.
158. Le PAM continuera de rechercher le soutien du Gouvernement pour les programmes, et continuera également de chercher de nouveaux partenariats avec des acteurs du secteur privé, les institutions financières internationales et d'autres donateurs non habituels. Une stratégie de partenariat, actualisée régulièrement, permettra une collaboration forte et le respect des priorités.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE BANGLADESH (JANVIER 2022-DÉCEMBRE 2026)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les populations touchées par des crises au Bangladesh parviennent à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels pendant et après les crises.

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses:

Les produits alimentaires essentiels sont accessibles à des prix abordables pour les ménages touchés.

Les femmes mettent en pratique leurs connaissances fraîchement acquises.

Le niveau de consommation de la supplémentation alimentaire destinée aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants est acceptable.

Les activités de subsistance permettent de tirer des revenus suffisants.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire (nouveau)

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation (moyenne)

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Indice des stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Pourcentage des écoliers qui, à la fin de deux années d'études primaires, se montrent capables de lire et de comprendre un texte du niveau de leur classe (nouveau)

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études (nouveau)

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations touchées par une crise ainsi qu'une aide visant à leur permettre de devenir plus autonomes. (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

1.1 Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire selon des modalités variées et sous différentes formes, notamment des aliments enrichis et des produits frais locaux, destinée à leurs besoins en aliments nutritifs. (A: Ressources transférées)

1.1 Les populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire selon des modalités variées et sous différentes formes, notamment des aliments enrichis et des produits frais locaux, destinée à subvenir à leurs besoins en aliments nutritifs. (B: Aliments nutritifs fournis)

1.2 Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel qui sont touchées par une crise, comme les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, ont accès à des aliments nutritifs et à des services complémentaires pour lutter contre toutes les formes de malnutrition. (A: Ressources transférées)

1.2 Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel qui sont touchées par une crise, comme les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, ont accès à des aliments nutritifs et à des services complémentaires pour lutter contre toutes les formes de malnutrition. (B: Aliments nutritifs fournis)

1.2 Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel qui sont touchées par une crise, comme les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, ont accès à des aliments nutritifs et à des services complémentaires pour lutter contre toutes les formes de malnutrition. (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

1.3 Les filles et les garçons d'âge scolaire au sein des populations touchées par une crise bénéficient d'une alimentation scolaire riche en nutriments pour compléter leurs apports en nutriments. (A: Ressources transférées)

1.3 Les filles et les garçons d'âge scolaire au sein des populations touchées par une crise bénéficient d'une alimentation scolaire riche en nutriments pour compléter leurs apports en nutriments. (B: Aliments nutritifs fournis)

1.3 Les filles et les garçons d'âge scolaire au sein des populations touchées par une crise bénéficient d'une alimentation scolaire riche en nutriments pour compléter leurs apports en nutriments. (N*: Alimentation scolaire assurée)

1.4. Les Bangladais touchés par une crise et les réfugiés reçoivent un soutien destiné à renforcer l'autonomie et la résilience, à améliorer et à rétablir les moyens d'existence et à créer des emplois. (A: Ressources transférées)

1.4 Les Bangladais touchés par une crise et les réfugiés reçoivent un soutien destiné à renforcer l'autonomie et la résilience, à améliorer et à rétablir les moyens d'existence et à créer des emplois. (D: Actifs créés)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2026, les besoins nutritionnels des femmes, des enfants et des groupes vulnérables au Bangladesh sont couverts grâce aux capacités renforcées qu'ont les institutions nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes de filets de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle.

Catégorie d'effet direct correspondante:	Tient compte de la nutrition
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel	
Domaine d'action privilégié: causes profondes	

Hypothèses:

Le Gouvernement met à disposition les ressources requises et mène les initiatives et les processus d'institutionnalisation nécessaires pour appuyer un renforcement efficace des capacités.

Le Gouvernement a la volonté politique d'élargir les filets de sécurité.

La gouvernance locale est favorable à l'action menée.

Du riz enrichi est produit et fourni dans le cadre des programmes de repas scolaires.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Nombre de personnes bénéficiant d'une assistance du PAM qui relèvent d'un dispositif national de protection sociale grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Pourcentage d'accroissement de la production d'aliments de qualité riches en nutriments

Ressources mobilisées (en dollars) en faveur de systèmes ou de services axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Activités et produits

Aider les institutions nationales à renforcer leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de filets de sécurité inclusifs, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle pour répondre aux besoins nutritionnels des femmes, des enfants et des groupes vulnérables. (Renforcement des capacités institutionnelles)

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire ont accès à des aliments nutritifs grâce à la capacité renforcée qu'ont les institutions nationales à gérer et à transposer à plus grande échelle un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants. (A: Ressources transférées)

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire ont accès à des aliments nutritifs grâce à la capacité renforcée qu'ont les institutions nationales à gérer et à transposer à plus grande échelle un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire ont accès à des aliments nutritifs grâce à la capacité renforcée qu'ont les institutions nationales à gérer et à transposer à plus grande échelle un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants. (K: Partenariats appuyés)

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire ont accès à des aliments nutritifs grâce à la capacité renforcée qu'ont les institutions nationales à gérer et à transposer à plus grande échelle un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire ont accès à des aliments nutritifs grâce à la capacité renforcée qu'ont les institutions nationales à gérer et à transposer à plus grande échelle un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle visant à améliorer l'état nutritionnel des enfants. (N*: Alimentation scolaire assurée)

2.2 Les populations vulnérables ciblées tirent profit de la disponibilité d'aliments nutritifs, sains et produits localement et de leur accessibilité, résultant de la mobilisation de petits exploitants et de producteurs et de transformateurs du secteur privé, pour jouir d'une meilleure sécurité alimentaire et s'alimenter sainement. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

2.2 Les populations vulnérables ciblées tirent profit de la disponibilité d'aliments nutritifs, sains et produits localement et de leur accessibilité, résultant de la mobilisation de petits exploitants et de producteurs et de transformateurs du secteur privé, pour jouir d'une meilleure sécurité alimentaire et s'alimenter sainement. (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

2.2 Les populations vulnérables ciblées tirent profit de la disponibilité d'aliments nutritifs, sains et produits localement et de leur accessibilité, résultant de la mobilisation de petits exploitants et de producteurs et de transformateurs du secteur privé, pour jouir d'une meilleure sécurité alimentaire et s'alimenter sainement. (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

2.2 Les populations vulnérables ciblées tirent profit de la disponibilité d'aliments nutritifs, sains et produits localement et de leur accessibilité, résultant de la mobilisation de petits exploitants et de producteurs et de transformateurs du secteur privé, pour jouir d'une meilleure sécurité alimentaire et s'alimenter sainement. (K: Partenariats appuyés)

2.2 Les populations vulnérables ciblées tirent profit de la disponibilité d'aliments nutritifs, sains et produits localement et de leur accessibilité, résultant de la mobilisation de petits exploitants et de producteurs et de transformateurs du secteur privé, pour jouir d'une meilleure sécurité alimentaire et s'alimenter sainement. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2026, les communautés vulnérables au Bangladesh sont plus résilientes face aux chocs et aux catastrophes naturelles grâce au renforcement des capacités nationales en matière de gestion des catastrophes et à la mise en œuvre de programmes de filets de protection sociale souples tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle.

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses:

Le Gouvernement met à disposition les ressources requises et mène les initiatives et les processus d'institutionnalisation nécessaires pour appuyer un renforcement des capacités efficace.

La stratégie de gestion des catastrophes demeure fonctionnelle pour garantir la réduction des risques, ainsi que l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans le pays.

Indicateurs d'effet direct

Nombre d'approches novatrices visant à renforcer la résilience mises à l'essai

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Proportion de transferts de type monétaire transitant par des systèmes nationaux de protection sociale grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Ressources mobilisées (en dollars) en faveur de systèmes ou de services axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Valeur (en dollars) des fonds mobilisés en faveur d'un objectif de réduction des risques climatiques (nouveau)

Activités et produits

Aider les institutions nationales et les communautés à renforcer leur capacité à mettre en œuvre des programmes de filets de sécurité inclusifs, réactifs, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle et à mener des activités de préparation aux risques de catastrophe et d'intervention en cas de crise, afin de protéger la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables. (Renforcement des capacités institutionnelles)

3.1 Les populations vulnérables touchées par des chocs, climatiques ou de nature autre, améliorent leur résilience grâce à un soutien qui comprend des mesures de prévention ainsi que des programmes élargis de filets de protection sociale souples, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle, qui sont mis en œuvre par des institutions nationales bénéficiant d'une assistance technique en matière de conception, d'expérimentation et de transposition à plus grande échelle de programmes. (A: Ressources transférées)

3.1 Les populations vulnérables touchées par des chocs, climatiques ou de nature autre, améliorent leur résilience grâce à un soutien qui comprend des mesures de prévention ainsi que des programmes élargis de filets de protection sociale souples, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle, qui sont mis en œuvre par des institutions nationales bénéficiant d'une assistance technique en matière de conception, d'expérimentation et de transposition à plus grande échelle de programmes. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3.1 Les populations vulnérables touchées par des chocs, climatiques ou de nature autre, améliorent leur résilience grâce à un soutien qui comprend des mesures de prévention ainsi que des programmes élargis de filets de protection sociale souples, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle, qui sont mis en œuvre par des institutions nationales bénéficiant d'une assistance technique en matière de conception, d'expérimentation et de transposition à plus grande échelle de programmes. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

3.1 Les populations vulnérables touchées par des chocs, climatiques ou de nature autre, améliorent leur résilience grâce à un soutien qui comprend des mesures de prévention ainsi que des programmes élargis de filets de protection sociale souples, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle, qui sont mis en œuvre par des institutions nationales bénéficiant d'une assistance technique en matière de conception, d'expérimentation et de transposition à plus grande échelle de programmes. (K: Partenariats appuyés)

3.1 Les populations vulnérables touchées par des chocs, climatiques ou de nature autre, améliorent leur résilience grâce à un soutien qui comprend des mesures de prévention ainsi que des programmes élargis de filets de protection sociale souples, tenant compte de la problématique femmes-hommes et à dimension nutritionnelle, qui sont mis en œuvre par des institutions nationales bénéficiant d'une assistance technique en matière de conception, d'expérimentation et de transposition à plus grande échelle de programmes. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

3.2 Les communautés vulnérables sont plus résilientes face aux catastrophes et aux chocs d'origine climatique grâce au renforcement de la capacité des institutions nationales à mettre en œuvre des mesures efficaces de réduction des risques de catastrophe et à mener des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et à l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et des systèmes de gestion de l'information. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3.2 Les communautés vulnérables sont plus résilientes face aux catastrophes et aux chocs d'origine climatique grâce au renforcement de la capacité des institutions nationales à mettre en œuvre des mesures efficaces de réduction des risques de catastrophe et à mener des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et à l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et des systèmes de gestion de l'information. (K: Partenariats appuyés)

3.2 Les communautés vulnérables sont plus résilientes face aux catastrophes et aux chocs d'origine climatique grâce au renforcement de la capacité des institutions nationales à mettre en œuvre des mesures efficaces de réduction des risques de catastrophe et à mener des activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et à l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et des systèmes de gestion de l'information. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD

Effet direct stratégique 4: Les populations vulnérables touchées par des crises au Bangladesh tirent profit d'une coordination renforcée et de services communs améliorés pendant et après les crises.

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses:

Les entités et les structures de coordination continuent de fonctionner pendant toute la durée de la mise en œuvre du PSP.

Les sites des camps de réfugiés demeurent accessibles et ne sont pas touchés par des catastrophes majeures.

Les ponts et les routes menant aux sites des programmes sont entretenus.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Indice des partenariats (nouveau)

Taux de satisfaction des usagers

Activités et produits

Assurer la coordination et fournir des services communs à l'intention des partenaires de l'action humanitaire et du développement et du Gouvernement. (Prestation de services et plateformes)

4.1 Les populations touchées par des crises recueillent les fruits de l'appui apporté aux acteurs humanitaires en matière de coordination et des services fournis à ces derniers, concernant la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

4.1 Les populations touchées par des crises recueillent les fruits de l'appui apporté aux acteurs humanitaires en matière de coordination et des services fournis à ces derniers, concernant la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence. (K: Partenariats appuyés)

4.1 Les populations touchées par des crises recueillent les fruits de l'appui apporté aux acteurs humanitaires en matière de coordination et des services fournis à ces derniers, concernant la préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de crise dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence. (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

4.2 Les populations touchées par des crises au Bangladesh recueillent les fruits de l'amélioration de l'efficacité des programmes résultant des services à la demande fournis aux acteurs humanitaires. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

4.2 Les populations touchées par des crises au Bangladesh recueillent les fruits de l'amélioration de l'efficacité des programmes résultant des services à la demande fournis aux acteurs humanitaires. (K: Partenariats appuyés)

En mode révision

But 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Résultats transversaux

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Résultats transversaux

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité (nouveau)

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité (nouveau)

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM (nouveau)

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Résultats transversaux

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Résultats transversaux

C.4.1*: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats occasionnels conclus pour les activités relevant du PSP pour lesquels les risques écologiques et sociaux ont été évalués

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)					
	Résultat stratégique 1 du PAM Cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2 du PAM Cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4 du PAM Cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 8 du PAM Cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	1 097 652 485	22 904 995	37 039 857	136 214 242	1 293 811 579
Mise en œuvre	137 155 671	8 748 398	5 753 926	11 187 641	162 845 635
Coûts d'appui directs ajustés	62 895 146	1 582 227	2 146 993	7 508 209	74 132 575
Total partiel	1 297 703 302	33 235 619	44 940 776	154 910 093	1 530 789 789
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	84 350 715	2 160 315	2 921 150	0	89 432 180
Total	1 382 054 017	35 395 934	47 861 926	154 910 093	1 620 221 970

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PSP	plan stratégique de pays
SAFE Plus	accès sûr au combustible et à l'énergie ainsi qu'aux moyens d'existence
SCOPE	plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance